

21-602 F

istique  
da Statistics  
Canada

no 4

c3

# Division de la statistique agricole





Numéro de référence: 

Statistique Canada  
Division de la statistique agricole  
Section des revenus et des prix agricoles

A 600

Document de méthodologie

Dépenses d'exploitation agricole  
et amortissement: sources de données,  
concepts et méthodes

Numéro 4

par  
May Holbein

Publication autorisée par le  
ministre des Approvisionnement et Services  
Canada

Reproduction ou citation autorisée sous réserve  
d'indication de la source: Statistique Canada

Septembre 1982

ISBN: 01-660-90945-6

Ottawa

4-3103-520

English version of this publication  
is available.

000

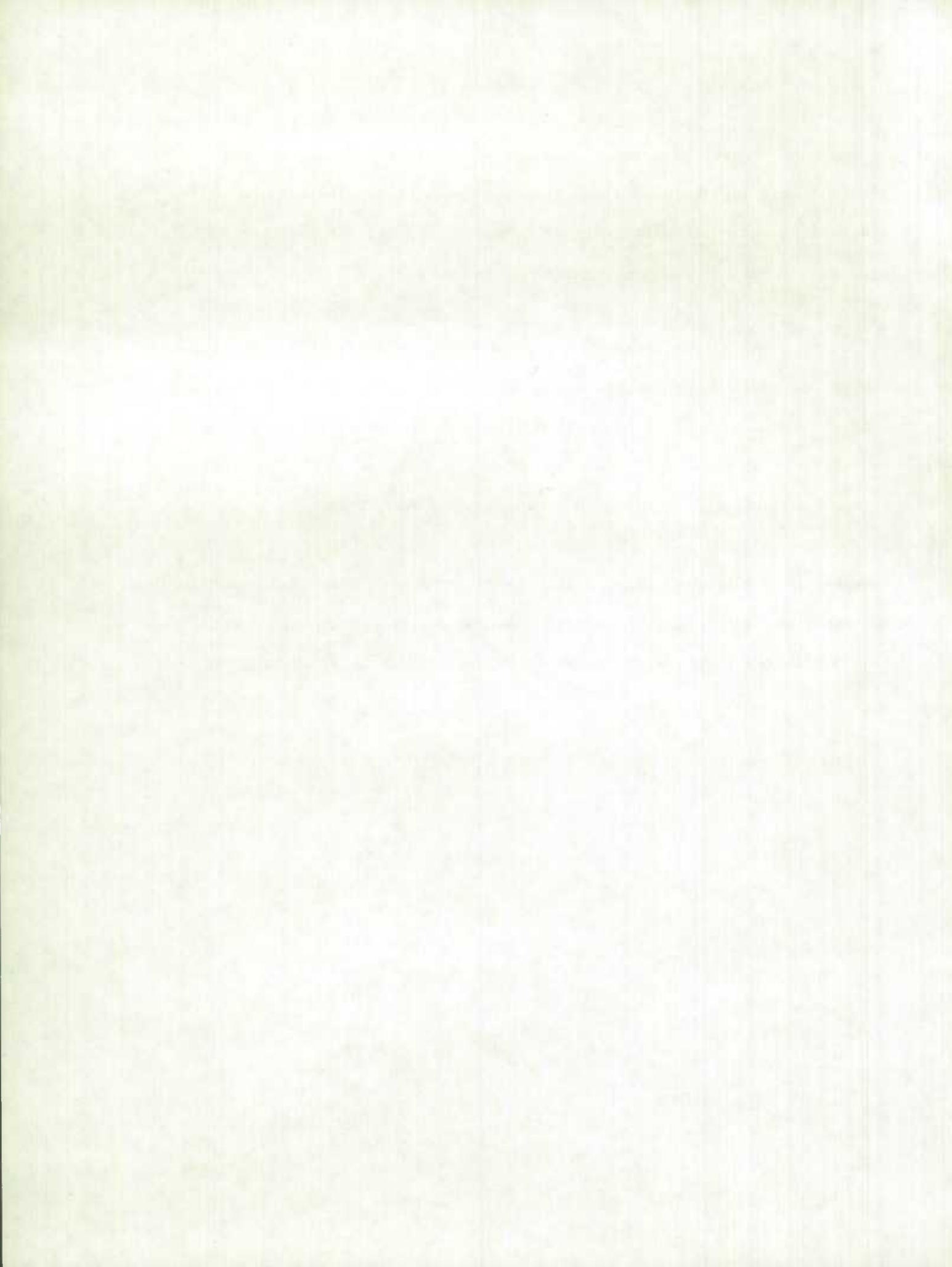


## PRÉFACE

Ce document présente des renseignements sur la série sur les dépenses d'exploitation agricole et l'amortissement publiée par la Division de la statistique agricole de Statistique Canada. Il a été préparé dans le cadre du programme permanent de documentation de la Division.

Le document devrait intéresser un large éventail d'utilisateurs du secteur public, du monde de l'enseignement et du secteur privé ainsi que le grand public. Les sources, les concepts et les méthodes associés aux estimations publiées y sont examinés en détail. Même s'il est axé sur le présent, le document s'intéresse dans bien des cas au passé et à l'avenir.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Michael Trant pour ses nombreux commentaires, ses idées. Nous avons également apprécié les suggestions que nous ont faites d'autres collègues de la Division de la statistique agricole.



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1.0 INTRODUCTION	1
1.1 Objet de la publication	1
1.2 Présentation	2
2.0 COMPTES AGRICOLES	4
2.1 Éléments mesurés	4
2.1.1 Revenu	5
2.1.2 Valeur en capital et emprunts impayés	6
2.2 Définitions	6
2.2.1 Revenu net agricole	7
2.2.2 Recettes monétaires	7
2.2.3 Revenu en nature	8
2.2.4 Dépenses d'exploitation et amortissement	8
2.2.5 Variations de la valeur des stocks	9
2.3 Ajustements des estimations	9
2.4 Limites des données	11
2.5 Comparaison avec d'autres pays	13
2.5.1 États-Unis	13
2.5.2 Angleterre et pays de Galles	16
2.6 Usages des statistiques	18
2.7 Rapprochement avec les comptes nationaux	19

TABLE DES MATIÈRES - suite

	<u>Page</u>
3.0 APERÇU DES ESTIMATIONS DES DÉPENSES	20
3.1 Sources d'information	20
3.1.1 Enquêtes descriptives	20
3.1.2 Indice du prix des entrées agricoles (IPEA)	22
3.1.3 Autres sources de données	22
3.1.4 Sources éventuelles	24
3.2 Méthodologie	25
4.0 DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET AMORTISSEMENT, PAR ÉLÉMENT	28
4.1 Impôts fonciers	28
4.2 Loyer brut agricole	30
4.2.1 Loyer en espèces	30
4.2.2 Loyer partagé	31
4.3 Rémunération de la main-d'oeuvre agricole	32
4.3.1 Salaires en espèces	32
4.3.2 Gîte et couvert	33
4.4 Intérêt sur la dette	34
4.5 Dépenses totales au titre des machines	35
4.5.1 Combustible, huile et lubrifiants	36
4.5.2 Réparation des machines et autres dépenses au titre des machines	37
4.6 Engrais et chaux	38
4.6.1 Engrais	38
4.6.2 Chaux	38



TABLE DES MATIÈRES - suite

	<u>Page</u>
4.7 Autres dépenses agricoles	39
4.7.1 Pesticides	39
4.7.2 Graines de semence	40
4.7.3 Irrigation	41
4.7.4 Ficelle, fil et contenants	42
4.8 Aliments pour animaux	42
4.9 Autres dépenses de bétail	43
4.9.1 Bovins d'engraissement, veaux, agneaux et nourrains	43
4.9.2 Cotisations aux associations d'éleveurs	44
4.9.3 Dépenses pour services de vétérinaires et insémination artificielle	45
4.10 Réparation des bâtiments	45
4.11 Electricité et téléphone	46
4.12 Divers - total	46
4.12.1 Primes d'assurance	47
4.12.2 Clôtures	48
4.12.3 Travail sur commande	48
4.12.4 Combustible de chauffage	50
4.12.5 Impôts aperçus en vertu des lois de stabilisation	50
4.12.6 Divers - autres	51
4.13 Amortissement	51
4.13.1 Amortissement des bâtiments	52
4.13.2 Amortissement des machines	53
5.0 RÉSUMÉ	56
BIBLIOGRAPHIE	57

TABLE DES MATIÈRES - fin

	Page
APPENDICES	59
A. Composantes du Revenu Net Agricole.	59
B. Dépenses au titre des graines de semence et des aliments pour animaux en 1979 - valeur totale et achats dans les circuits commerciaux	60
C. Sommaire des sources utilisées dans les estimations finales des dépenses d'exploitation agricole et de l'amortissement	61
D. Questions sur les dépenses selon E.D.A.	62
E. Statistiques publiées par les autres pays	65

## 1.0 INTRODUCTION

### 1.1 Objet de la publication

Cette publication se propose d'examiner les sources, les concepts et les méthodes actuellement utilisés dans l'estimation des dépenses d'exploitation agricole et d'amortissement. On y aborde les qualités et les limites des estimations, les corrections spéciales, les modifications récentes ou envisagées et certains problèmes.

Le lecteur trouvera des données chronologiques sur cette série dans l'étude de Morris (1963) et dans divers numéros de Revenu net agricole (no 21-202 au catalogue). Le travail de Beelen (1981) présente par ailleurs des renseignements détaillés sur les sources, les concepts et les méthodes associés aux recettes monétaires agricoles.

La structure du secteur agricole a bien évolué ces dernières années. Paarlberg (1980) analyse cette évolution et fait des prévisions quant à l'avenir de l'agriculture. Il s'intéresse notamment à des phénomènes comme la diminution du nombre des exploitations, l'augmentation de leur taille, les corporations agricoles, l'exploitation contractuelle, l'accroissement des revenus hors ferme et l'intégration verticale.

Cette évolution de la structure de l'agriculture exerce une influence sur le système de collecte des données. À la fin du siècle dernier et

au début du XXe siècle, les exploitations agricoles se ressemblaient toutes, et il n'était pas nécessaire de les stratifier: les réponses reçues au hasard d'une enquête postale suffisaient largement. De nos jours, en revanche, comme les exploitations deviennent de plus en plus spécialisées, plus grandes et moins nombreuses, l'enquête probabiliste constitue sans doute un outil mieux adapté à la production d'estimations fiables.

On assiste par ailleurs à une véritable révolution des pratiques de bureau. Les techniques appliquées à la conception des enquêtes, à la collecte et l'analyse des données et à la diffusion des statistiques sont en effet de plus en plus sophistiquées.

Cette évolution de la structure de l'agriculture et les progrès de la technique font à leur tour que les données sur les finances agricoles sont en perpétuelle évolution. C'est pour cette raison que ce document présente des renseignements sur les sources, les concepts et les méthodes utilisés aujourd'hui dans la production des statistiques sur les dépenses agricoles et l'amortissement.

## 1.2 Présentation

Dans la section suivante du travail, on examine la question des comptes agricoles. La première partie est consacrée aux phénomènes mesurés. Suivent des renseignements sur les concepts, les corrections et les servitudes des données, des comparaisons avec d'autres pays, une description des usages des statistiques et des rapprochements avec les comptes nationaux.

La section 3 présente un aperçu des méthodes d'estimation des dépenses agricoles et de l'amortissement. On y décrit les sources actuelles et futures de renseignements et on y examine brièvement la méthodologie retenue - ainsi que l'actualité et la fiabilité de quatre ensembles d'estimation.

La section 4 est consacrée à une étude détaillée de chacun des articles de dépense. Dans chaque cas, on explique les sources, les concepts et les méthodes utilisés. On y signale les corrections et les problèmes spéciaux et on y examine la question de la fiabilité des estimations.

La section 5 conclut et résume l'étude. L'appendice qui suit présente une bibliographie, des sources, des tableaux et des fac-similés des questionnaires.

## 2.0 COMPTES AGRICOLES

Avant d'étudier les concepts sur lesquels reposent les comptes agricoles, nous tenterons de voir ce que la Division cherche à mesurer. Nous définirons ensuite le revenu net agricole, les recettes monétaires, le revenu en nature, les dépenses d'exploitation et les frais d'amortissement ainsi que la valeur des variations des stocks. Suit une discussion de trois ajustements des estimations et une brève description des limites des données. La section présente également une comparaison des concepts canadiens et de ceux qu'on utilise aux États-Unis, en Angleterre et au pays de Galles; elle se termine par la description de quelques utilisations de la statistique sur les finances agricoles et par une explication du rapprochement avec les comptes nationaux.

### 2.1 Éléments mesurés

La Division de la statistique de l'agriculture produit des estimations du revenu des exploitations agricoles, de leur valeur en capital et de la dette agricole. A l'heure actuelle, on n'en tire qu'un état des revenus; on envisage cependant de présenter un tableau plus complet de l'activité des exploitations agricoles en produisant annuellement des chiffres sur les opérations financières et des statistiques de bilan.

Le bureau publie des renseignements sur la prospérité des exploitations agricoles depuis 1926; ce n'est que beaucoup plus récemment, toutefois, qu'on a commencé à produire des données sur le

bien-être des exploitants. La Division publie par ailleurs des statistiques sur le revenu hors ferme, mais dans une publication distincte appartenant à une autre série.

Les éléments non économiques du bien-être des producteurs agricoles - la satisfaction professionnelle, l'état de santé et la joie de vivre à la campagne, par exemple - ne sont pas mesurés et ne le seront sans doute pas, étant donné l'état actuel du système des comptes nationaux et la façon dont les pays mesurent la productivité de leur économie.

#### 2.1.1 Revenu

Les comptes du revenu net agricole sont tirés des états provinciaux des revenus tirés de l'exploitation agricole. Concrètement, l'activité agricole de chaque province est déclarée comme s'il s'agissait d'une seule grande exploitation. Ces états des revenus ne font pas ressortir les opérations financières; on n'a donc aucun renseignement sur la provenance des fonds ou leur utilisation dans les dépenses en immobilisation.

Les estimations des revenus hors ferme sont tirées de données fiscales. Pour l'heure, elles ne sont pas associées à la statistique de revenus agricoles pour donner des mesures du revenu total des exploitants; cela tient au fait que les estimations viennent de deux sources différentes et que les populations ne se recouvrent pas encore parfaitement.

### 2.1.2 Valeur en capital et emprunts impayés

La Division n'établit pas encore de bilans complets; elle publie cependant des estimations de la valeur en capital et de la dette moyenne impayée des exploitations agricoles.

La série sur la valeur en capital comprend des estimations de la valeur de certains éléments d'actif matériels: terres et bâtiments, machines et véhicules, bétail. La valeur des éléments d'actif financiers et des autres éléments matériels comme la production stockée sur place, les cultures vivaces (les vergers, par exemple) et les produits consommables (les engrais, par exemple) n'est pas estimée. Les séries sur la valeur en capital ont comme date de référence le 1er juillet.

La dette moyenne impayée est évaluée annuellement dans le cadre du processus d'estimation des frais d'intérêt. Elle fait l'objet d'une série distincte.

On n'établit pas de statistiques sur l'avoir des producteurs dans leur exploitation agricole - c'est-à-dire la différence entre la valeur totale des éléments d'actif et des éléments de passif. Il est cependant prévu que ce renseignement figurera dans un éventuel bilan canadien.

### 2.2 Définitions

On trouvera dans cette section une définition du revenu net agricole, des recettes monétaires, du revenu en nature, des dépenses



d'exploitation et d'amortissement ainsi que de la valeur des variations de stocks. Un schéma représentant les liens entre ces séries est donné en appendice (page 59).

#### 2.2.1 Revenu net agricole

Deux mesures du revenu net agricole sont établies: le revenu net réalisé et le revenu net total. Le revenu net réalisé est égal à la somme des recettes monétaires, des paiements supplémentaires et du revenu en nature, moins les frais d'exploitation et l'amortissement. Le revenu net total s'en écarte simplement en ce sens qu'on le corrige de manière à tenir compte de la valeur des variations des stocks survenues pendant l'année.

Les deux estimations sont publiées dans Revenu net agricole et figurent dans le CANSIM.

#### 2.2.2 Recettes monétaires

Ces estimations correspondent aux recettes en espèces tirées de la vente de produits agricoles. On y ajoute les paiements de la Commission canadienne de blé et de son pendant ontarien, les avances pour l'entreposage de céréales, les paiements à terme pour les céréales de l'Ouest, les paiements d'appoint de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, les paiements de stabilisation des provinces et les indemnités de l'assurance-récolte. Les ventes directes entre exploitations de la même province sont exclues.

L'étude de Beelen présente d'autres détails sur les sources, les concepts et les méthodes de cette série. Les estimations sont publiées dans Revenu net agricole (no 21-202 au catalogue) et Recettes monétaires agricoles (no 21-001 au catalogue); elles sont également diffusées par le CANSIM.

### 2.2.3 Revenu en nature

Certains produits agricoles peuvent être consommés directement sur place. La valeur de cette auto-consommation est établie en fonction du prix que l'exploitant aurait obtenu s'il avait vendu les produits en question. Les estimations portent sur les produits laitiers, la volaille et les oeufs, la viande, les fruits et les légumes, le miel et les produits de l'érable, les produits forestiers et la laine.

Récemment encore, cette série comprenait le loyer imputé, mais on l'a révisée en profondeur de manière à éliminer ce chiffre des estimations de 1926 à nos jours. On trouvera d'autres renseignements sur la série dans l'étude de Beelen. Les estimations sont publiées dans Revenu net agricole et diffusées par le CANSIM.

### 2.2.4 Dépenses d'exploitation et amortissement

Cette série contient des estimations des coûts d'exploitation agricoles, qu'ils soient payés en espèces ou ajoutés à la dette. Les dépenses consacrées à l'achat de biens et de

services auprès d'autres producteurs agricoles de la même province sont exclues. Dans la plupart des cas, les subventions directes sont déduites des dépenses; ainsi, seules les dépenses nettes des exploitants sont déclarées.

On trouvera dans les sections 3 et 4 des renseignements sur les sources, les concepts et les méthodes utilisés dans cette série. Les estimations sont publiées dans Revenu net agricole et diffusées par le CANSIM.

#### 2.2.5 Variations de la valeur des stocks

Certaines années, il arrive que la production agricole soit supérieure aux ventes et qu'on doive stocker les excédents à la ferme. Cette augmentation des stocks ou de l'effectif des animaux représente un revenu éventuel; elle est donc ajoutée au revenu brut total de l'année. De la même manière, si les ventes et la consommation sont supérieures à la production, on déduit du revenu brut total la valeur des prélèvements sur les stocks. On trouvera d'autres renseignements sur cette série dans l'étude de Beelen. Les estimations sont publiées dans Revenu net agricole et diffusées par le CANSIM.

#### 2.3 Ajustements des estimations

Les estimations du revenu net sont corrigées de trois façons:

- 1) les transferts entre exploitations sont exclus;

- 2) un certain nombre de recettes et de dépenses sont données à leur valeur nette;
- 3) des mesures sont prises pour éviter les doubles comptes.

Dès l'origine, la série sur le revenu net agricole a été créée pour servir à la production d'états provinciaux du revenu des exploitations agricoles. Ainsi, quand les deux principaux éléments de la série - revenu brut agricole et dépenses d'exploitation/amortissement - ont été définis, on n'a pas jugé nécessaire d'évaluer les transactions entre les exploitations d'une même province, puisque ces transferts s'annulent mutuellement dans le calcul du revenu net. Par exemple, si un exploitant achète des aliments pour animaux auprès d'un autre, les recettes du vendeur sont annulées par les dépenses de l'acheteur dans le calcul du revenu net provincial. En excluant ces transferts, toutefois, on sous-estime les recettes et les dépenses totales. Les utilisateurs devraient donc être conscients de cette limite des estimations. Le tableau de la page 60 montre que les transferts entre exploitations au titre des aliments pour animaux à l'échelle nationale ont représenté 14% des dépenses totales en 1979 (\$231 millions).

Dans quelques cas, les recettes et les dépenses sont estimées à leur valeur nette. En effet, les données administratives utilisées dans le calcul de certaines recettes monétaires en donnent la valeur nette, après déduction des frais de manutention, de commercialisation et de transport. Il est souvent plus facile d'utiliser ces données sur les recettes nettes que d'essayer d'estimer séparément les recettes brutes et les frais qui doivent en être soustraits. Les quatre principaux

articles de la série qui sont donnés à leur valeur nette -  
c'est-à-dire après déduction des dégrèvements ou des subventions -  
sont les impôts fonciers, l'intérêt, les combustibles et la chaux.

Pour éviter que les dépenses locatives agricoles brutes ne soient comptées deux fois, on ajuste les séries sur les impôts, l'intérêt et l'amortissement des bâtiments. Les frais locatifs servent à couvrir l'intérêt hypothécaire des propriétés louées, les impôts fonciers, les assurances, l'amortissement, les réparations et l'entretien des bâtiments des propriétés louées à des fins lucratives. Comme les estimations des impôts fonciers, de l'intérêt et de l'amortissement sont faites à partir de données qui se rapportent aussi bien à des terres possédées que louées, la part de ces dépenses qui s'applique aux terres louées doit être déduite, puisque les frais locatifs figurent déjà dans ces dépenses. De cette manière, les dépenses locatives ne paraissent que dans la série sur les dépenses locatives brutes.

On pourra obtenir des renseignements plus détaillés sur l'ajustement de la série sur les recettes monétaires en consultant l'étude de Beelen ou en communiquant avec la Sous-section des recettes monétaires. D'autre part, on trouvera des renseignements sur l'ajustement de la série sur les dépenses en consultant la section 4 ou en communiquant avec la Sous-section des dépenses agricoles.

#### 2.4 Limites des données

Comme on l'a déjà vu, l'exclusion des transferts entre exploitations impose un certain nombre de servitudes, puisque les achats et les

ventes des exploitants ne peuvent pas être estimés dans leur totalité. Par ailleurs, comme certaines dépenses et recettes sont déclarées à leur valeur nette, il en résulte également une sous-estimation des recettes et des dépenses totales. Outre ces servitudes qui découlent de l'ajustement des données, d'autres limites méritent d'être examinées.

Au moment où les statistiques sont établies, deux populations différentes sont représentées. Les recettes monétaires, d'une part, sont estimées principalement par produits. Les dépenses d'exploitation et l'amortissement, d'autre part, sont estimés par établissement - ce concept désignant les exploitations agricoles susceptibles de faire des ventes de produits agricoles d'une valeur annuelle de \$250 et plus.

Les dépenses sont estimées par le biais d'une enquête descriptive sur les dépenses des exploitants. Prenons l'exemple d'une meunerie qui achète des porcs et les place dans une exploitation; la meunerie paie le coût de l'alimentation des animaux et les dépenses connexes et engage par contrat l'exploitant à soigner et nourrir les porcs. Dans un tel cas, l'exploitant n'a aucune dépense pour aliments à déclarer. La meunerie n'étant pas assimilée à une exploitation agricole, elle ne fait pas partie de l'univers de l'enquête, et ses dépenses en aliments pour animaux échappent à l'observation. Par contre, les recettes tirées de la vente des porcs sont comptées dans le secteur agricole - et probablement dans celui des meuneries - puisque l'approche se fait ici par produits.

La forme juridique de la gestion de l'exploitation agit parfois sur le traitement et la déclaration de certaines dépenses dans les comptes de l'exploitant. Par exemple, une corporation pourra déclarer des dépenses au titre des salaires alors que la ferme exploitée en propriété ou en association ne pourra déclarer que le salaire de la main-d'oeuvre engagée.

## 2.5 Comparaison avec d'autres pays

Pour mieux situer les comptes canadiens du revenu, nous les avons comparés à ceux des États-Unis, de l'Angleterre et du pays de Galles. Des tableaux statistiques de ces pays sont reproduits en appendice (page 65).

### 2.5.1 États-Unis

Le ministère américain de l'agriculture a récemment apporté d'importantes modifications à ses bulletins agricoles, principalement dans le but de distinguer les gains strictement agricoles du revenu total des familles agricoles. Aux États-Unis, les unités de production (les établissements) font partie du secteur agricole qui appartient lui-même au secteur commercial de l'économie; les familles agricoles, par contre, tombent dans le secteur des ménages.

Leur bilan (page 66) présente l'actif et le passif au 1er janvier de l'année. L'actif agricole englobe les éléments que Statistique Canada publie dans sa série sur la valeur en capital (biens fonciers, bétail et volaille, machines et véhicules)

et deux autres postes - les cultures et les avoirs financiers. Le passif comprend la dette agricole totale et l'avoir net. À l'heure actuelle, les comptes canadiens ne couvrent pas l'avoir net, et les données sur la dette agricole impayée prennent la forme de moyennes annuelles.

Dans l'état des revenus américain, les recettes brutes comprennent les produits mis en marché, les variations nettes des stocks, les paiements de l'État, les autres revenus agricoles et la valeur de l'auto-consommation. Cet état se compare à la série canadienne sur le revenu brut total.

Les Américains ventilent les dépenses brutes en deux éléments:

- 1) les paiements extra-factoriels, et
- 2) les paiements factoriels.

Les paiements extra-factoriels comprennent les dépenses de consommation intermédiaire (alimentation de bétail, engrais, etc.), la consommation de capital et les taxes d'affaires. Les paiements des facteurs comprennent l'intérêt, la rémunération de la main-d'oeuvre agricole, les loyers nets payés aux propriétaires et les revenus des exploitants. Les dépenses de production - qui correspondent ici aux dépenses d'exploitation et à l'amortissement - équivalent à la somme des paiements extra-factoriels et des paiements des facteurs, à l'exception du revenu des exploitants. La différence entre les recettes brutes des



exploitations et les dépenses de production, c'est-à-dire le revenu des exploitants, équivaut au concept canadien du revenu net agricole.

Le revenu total des exploitants est égal à la somme des revenus agricoles de toutes sources (revenu proprement dit, valeur locative nette imputée du logement et loyers nets versés aux propriétaires) et des revenus hors ferme. On trouvera à la page 70 une présentation sommaire des diverses opérations liées à la production agricole.

Le tableau de la page 68 ("Opérations financières du secteur agricole") présente de façon sommaire les transactions et les opérations monétaires. Les transactions monétaires couvrent la provenance et l'utilisation des fonds et le revenu monétaire résiduel tiré de l'agriculture. La valeur nette des opérations monétaires, de son côté, équivaut à la somme des revenus monétaires agricoles, des variations des emprunts impayés, des variations nettes des dépôts en espèces et des dépôts à demande, et des loyers nets versés aux propriétaires, moins les dépenses de nature capitale.

Les Américains font également une estimation de rendement de l'avoir agricole (cf. page 69).

La plupart des concepts associés aux dépenses de production sont analogues aux nôtres. L'une des principales exceptions tient au fait que les États-Unis publient une série sur les loyers nets, alors que nos estimations portent sur les loyers bruts. Les

loyers nets ne comprennent pas les impôts, les assurances, l'amortissement, l'intérêt hypothécaire et les divers frais d'exploitation à la charge du propriétaire. Par ailleurs, les estimations américaines sur les achats de bétail couvrent, outre les bovins et les veaux d'engraissement, les nourrains et les agneaux - ce qui est notre cas -, les poulets et les dindons.

### 2.5.2 Angleterre et pays de Galles

Les statistiques sont produites par le ministère de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation; l'unité est l'exploitation agricole. La production agricole totale de l'exploitation peut se comparer au concept canadien du revenu brut réalisé, et les entrées, aux dépenses d'exploitation et aux dotations à l'amortissement. Le revenu net agricole comporte là aussi un ajustement au titre des ventes de produits de la campagne précédente.

Les aliments pour animaux et les semences achetés ou produits sur place sont comptés dans les entrées. Les achats de bétail sont déduits des ventes; celles-ci sont donc données à leur valeur nette. Les dépenses au titre de la rémunération de la famille agricole (exploitant et conjoint non compris) sont estimées à l'aide de données sur les taux de rémunération du moment. Toutes les exploitations sont assimilées à des terres louées; on estime donc la valeur locative des terres occupées par leur propriétaire. Le loyer, qu'il soit payé ou imputé, est ajouté aux réparations et porté dans les dépenses au titre des

terres et des bâtiments. La réparation des machines, le travail sur commande, la location de machines, le combustible, l'huile et les petits outils sont rangés dans la série sur les machines. L'amortissement est calculé en fonction du coût d'achat et non du coût de remplacement, comme c'est le cas au Canada et aux États-Unis. Les cultures vivaces et les plantations - les vergers, par exemple - sont également amorties.

Les éléments d'actif sont évalués au début et à la fin de l'année. Ils comprennent les avoirs à moyen terme (le bétail d'élevage et les machines), les avoirs à court terme (le bétail et les cultures de marché) et les autres avoirs à moyen et à court terme (stocks de produits d'origine animale, aliments pour animaux achetés, semences et engrais, cultures de serre et vivaces). Après avoir fait la moyenne de ces évaluations, on les gonfle de 3 1/2 à 4% afin de tenir compte de la valeur estimative de capital des occupants. Les éléments d'actif et de passif financiers ne sont pas pris en compte.

On établit un bilan au début et à la fin de l'exercice pour les terres louées, possédées, en occupation mixte et pour l'ensemble des exploitations (page 72). L'actif comprend les immobilisations (terres et bâtiments, machines et matériel, bétail d'élevage) et l'actif à court terme (bétail de marché, cultures, stocks consommables, créances, dépôts bancaires et encaisse). Le passif comprend les emprunts et la valeur nette.

Le ministère publie également un tableau sur la provenance et l'utilisation des fonds (page 73). Les sources de fonds comprennent notamment la vente de terres, la vente d'immobilisations, l'amortissement accumulé, les gains agricoles retenus dans l'entreprise, les apports de capital, les subventions d'équipement et l'accroissement des emprunts. Les utilisations comprennent les nouvelles immobilisations (par type) et les additions nettes à l'actif à court terme (par type).

## 2.6 Usages des statistiques

La statistique des finances agricoles est mise à profit par de nombreux utilisateurs du secteur public, du secteur privé, du monde de l'enseignement et du grand public. Les administrations publiques s'intéressent à la contribution du secteur agricole à l'économie (cf. 2.7), à la prospérité économique des producteurs agricoles et à la formulation de mesures de stabilisation du revenu et de soutien des prix. Les offices de commercialisation suivent attentivement les statistiques. Les entreprises qui vendent des entrées agricoles - machines, engrais, etc. - et les banques qui consentent les prêts agricoles s'intéressent de très près aux revenus des producteurs. Les universités utilisent la statistique à des fins de recherche. Les syndicats agricoles, les producteurs eux-mêmes et le grand public utilisent les données pour bien des raisons, pour comparer le revenu de l'agriculteur à celui d'autres professions, par exemple.

## 2.7 Rapprochement avec les comptes nationaux

Le tableau intitulé "Revenu national et produit national brut" que publie la Division de produit national brut comporte trois postes qui se rattachent à l'agriculture. Ce sont:

- 1) le revenu comptable net de la production agricole allant aux exploitants agricoles,
- 2) le revenu net des entreprises non agricoles non constituées, loyers compris, et
- 3) les ajustements de la valeur des stocks.

Le revenu comptable net est établi en fonction des estimations du revenu agricole net et après certains ajustements. Les transferts de l'État aux particuliers (mais non les subventions) et les sommes inscrites ailleurs dans le PNB (les bénéfiques des corporations, par exemple) sont déduits; trois éléments sont ajoutés: un ajustement des stocks, les revenus nets à Terre-Neuve et un ajustement des transactions sur les céréales.

Les loyers agricoles résidentiels et non résidentiels sont rangés dans la rubrique "revenu net des entreprises non agricoles non constituées, loyers compris". Les loyers comprennent les impôts fonciers, l'amortissement, les réparations, les autres dépenses et une déduction du rendement des investissements.

On trouvera d'autres détails sur "l'ajustement de la valeur des stocks" dans le volume 3 des Comptes nationaux du revenu et de la dépense.

### 3.0 APERÇU DES ESTIMATIONS DES DÉPENSES

Dans cette section, nous examinerons les sources actuelles et futures de données de la série sur les dépenses d'exploitation agricole et l'amortissement. Nous aborderons brièvement la méthodologie utilisée et nous comparerons l'actualité et la fiabilité des prévisions, des projections, des données préliminaires et des données finales.

#### 3.1 Sources d'information

La majorité des estimations finales sont tirées de deux enquêtes descriptives menées annuellement par la Division: l'Enquête descriptive sur l'agriculture (EDA) et l'Enquête sur les exploitations agricoles (EEA). Parmi les autres sources, il faut signaler l'indice du prix des entrées agricoles (IPEA); d'autres indicateurs de Statistique Canada (l'indice des prix à la consommation, l'indice des prix de gros, des chiffres sur la main-d'oeuvre agricole, des estimations des cultures et du bétail, les recensements de la population et de l'agriculture, par exemple); des données administratives; des enquêtes postales et des avis d'experts. (Voir page 61.)

##### 3.1.1 Enquêtes descriptives

En juillet, Statistique Canada mène l'EEA dans les Prairies et le district de Peace River (C.-B.), et l'EDA, dans le reste du pays. Le bureau rejoint par interview personnelle près de

20,000 répondants qui ont obtenu ou qui avaient la possibilité de obtenir au moins \$250 de la vente de produits agricoles au cours des douze mois précédents. (Voir page 62.)

Dans chaque cas, l'échantillonnage est probabiliste et il comporte deux degrés; pour être complète, l'observation suppose donc l'utilisation d'une liste et d'une base aréolaire. Dans le premier cas, un agent enquêteur suit une liste - le plus souvent d'exploitations dont les ventes d'un produit donné sont élevées. Dans le deuxième, on visite toutes les exploitations d'un secteur donné.

Les fermes d'institutions, les fermes des réserves indiennes et celles de certaines régions marginales sont exclues des enquêtes. Les fermes des centres de recherche et des pénitenciers sont rangées dans les fermes d'institutions. Les secteurs marginaux se trouvent dans la partie septentrionale de certaines provinces ou les régions fortement boisées et à proximité des centres urbains.

Des estimations de l'erreur type (coefficients de variation) sont publiées dans Revenu net agricole. Si des dépenses estimatives de 1 million avaient un coefficient de variation de 10%, la probabilité que les dépenses réelles se situent entre \$800,000 et \$1,200,000 ( $\$1 \text{ million} + 2 \times 10\%$ ) serait de 95%.

Le taux de réponse est d'environ 90%; 5% des exploitants ne peuvent être rejoints et 5% refusent de collaborer volontairement. Les questions laissées sans réponse sont imputées à

partir d'autres questionnaires en vertu de l'hypothèse selon laquelle les répondants et les non-répondants ont des caractéristiques voisines.

Le lecteur qui aimerait obtenir d'autres renseignements sur les plans d'enquête, les taux de réponse, les taux d'erreur et les méthodes d'imputation aurait avantage à consulter Jones (1980), Marentette (1978) et Phillips (1978).

### 3.1.2 Indice du prix des entrées agricoles (IPEA)

Les projections et les estimations préliminaires reposent souvent sur cet indice trimestriel des variations des prix établi par la Division des prix de Statistique Canada. La Sous-section des dépenses agricoles s'appuie également sur les indices provinciaux disponibles.

### 3.1.3 Autres sources de données

Pour estimer certaines dépenses, le bureau s'appuie sur des données administratives du secteur public et du secteur privé. Les renseignements recueillis comprennent notamment des chiffres sur les parcs à bestiaux, des rapports d'associations d'éleveurs et des chiffres sur la dette agricole.

Le bureau recueille également l'avis d'experts du secteur privé et de spécialistes du fédéral et des administrations provin-



ciales. Ces spécialistes nous aident à établir nos estimations en formulant des prévisions et en examinant nos chiffres avant leur diffusion.

Diverses autres enquêtes postales de la Division servent d'importantes sources de renseignements. La Section des cultures et celle du bétail s'appuient sur les résultats de ces enquêtes pour estimer annuellement les superficies cultivées et l'effectif des animaux. Ces données servent elles-mêmes à établir des projections et des estimations préliminaires des dépenses. Une autre enquête postale sur le taux de rémunération moyen dans l'agriculture sert à établir un indicateur de prix sur lequel s'appuient les estimations des dépenses au titre des salaires qui sont faites avant que les résultats de l'enquête descriptive ne soient disponibles.

Le recensement de l'agriculture, enfin, constitue une source de renseignements fort importante. Il sert notamment à établir les repères de bien des estimations; c'est le cas, notamment, de la série sur la valeur en capital, qui comprend des estimations de la valeur marchande actuelle des terres, des bâtiments, des machines, du matériel et du bétail des exploitations canadiennes.

#### 3.1.4 Sources éventuelles

Les documents de l'impôt sur le revenu ont été utilisés dans certaines expériences sur la production de statistiques pour Terre-Neuve. Toutefois, comme les concepts diffèrent sensiblement et que les populations échantillonnées ne se recouvrent pas, les données fiscales ne pourront pas remplacer facilement les estimations publiées jusqu'ici. Il est difficile de choisir un échantillon représentatif, puisque seulement 60% des contribuables agricoles ont donné assez de renseignements pour que les dépenses agricoles puissent être estimées d'une manière détaillée. Dans les années qui viennent, on cherchera sans doute à tirer de cette source des données sur les taux de variation annuels, ce qui nous éviterait de recueillir tous les ans des données sur les dépenses par le biais d'enquêtes probabilistes.

On trouvera d'autres renseignements sur l'utilisation des données fiscales dans l'article de Pursey (1981).

D'ici quelques années, la Division compte intégrer ses enquêtes et ses systèmes d'information, ce qui contribuera à alléger le fardeau des répondants. On espère par ailleurs parvenir de cette manière à produire des estimations plus fiables.

### 3.2 Méthodologie

Le bureau produit et publie des estimations révisées sur les dépenses d'une année dès que les données voulues deviennent disponibles. Nous prendrons l'année 1980 comme exemple.

Les premières estimations - les PRÉVISIONS - sont également les moins fiables, car elles s'appuient sur des prédictions de l'évolution des prix et des quantités de l'année qui vient. Les estimations s'appuient sur des jugements subjectifs, une expérience du milieu et un consensus de spécialistes. De nombreux facteurs imprévisibles - conditions météorologiques, conjoncture internationale - peuvent agir sur les prévisions. Les prévisions de 1980 sur les résultats provinciaux ont été présentées à la conférence de décembre 1979 sur les perspectives agricoles et publiées par Agriculture Canada dans le compte-rendu de la conférence.

Les deuxièmes estimations - les PROJECTIONS - sont faites dès qu'on a en main des données sur les trois premiers trimestres de l'année. Les prix et les quantités sont modifiés au fur et à mesure que les données sont recueillies ou qu'elles deviennent disponibles. Ces estimations subissent donc souvent d'importantes modifications. En décembre 1980, les projections pour 1980 ont été présentées à la conférence sur les perspectives agricoles de cette année-là et publiées par Agriculture Canada dans le compte-rendu de la conférence.

Les estimations suivantes sont qualifiées de PRÉLIMINAIRES; elles sont produites environ cinq mois après la fin de l'année observée. A ce moment, les indicateurs de prix et de quantités sont assez précis; habituellement, toutefois, certaines estimations des dépenses demeurent sujettes à révision. Seuls les éléments qui ne reposent pas sur des enquêtes descriptives peuvent alors être estimés d'une manière définitive. La série préliminaire de 1980 a été diffusée sur CANSIM en mai 1981, avant d'être publiée dans l'édition préliminaire de Revenu net agricole (no 21-202P au catalogue).

Les estimations FINALES sont les plus fiables. Les deux enquêtes descriptives ont alors fait l'objet d'une analyse fouillée, et c'est sur leurs résultats que s'appuient la plupart des estimations des dépenses. À ce moment, on a mis la dernière main aux estimations qui viennent d'autres sources (les dossiers administratifs, par exemple), et il y a peu de chances qu'on parvienne à obtenir des renseignements plus détaillés ou de meilleure qualité. Les estimations finales de 1980 ont été diffusées sur CANSIM en décembre 1981. Elles ont été publiées dans l'édition finale de Revenu net agricole (no 21-202 au catalogue).

Ces quatre ensembles d'estimations demeurent habituellement inchangés; ils représentent les chiffres "finals" d'une année donnée. Le lecteur devrait néanmoins savoir que les chiffres peuvent toujours être révisés à une date ultérieure si, pour une raison ou une autre, le bureau recueille des renseignements additionnels qui justifient une correction ou une révision.

Des estimations chronologiques remontant à 1926 sont publiées dans un manuel du CANSIM disponible sur demande auprès de la Sous-section des dépenses agricoles. La Sous-section prépare également les séries connexes suivantes et les diffuse dans Revenu net agricole et dans le CANSIM:

- 1) revenu de l'exploitation agricole allant aux exploitants
- 2) dette annuelle moyenne impayée par source
- 3) valeur courante du capital agricole.

#### 4.0 DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET AMORTISSEMENT, PAR ÉLÉMENT

Cette section est consacrée à l'examen de chacun des éléments de la série des dépenses et de l'amortissement. On y présente également deux séries étroitement associées sur la dette agricole et la valeur en capital. Les concepts, les ajustements et les problèmes propres à chaque cas sont abordés d'entrée de jeu. On présente ensuite les sources et la méthodologie des estimations finales, des prévisions, des projections et des estimations préliminaires. Pour obtenir d'autres renseignements sur les méthodes utilisées, communiquer avec la Sous-section des dépenses agricoles.

##### 4.1 Impôts fonciers

Pour cette série, on obtient des estimations des impôts fonciers payés sur les terres possédées et louées. Les données portent sur les impôts municipaux et scolaires. Les dégrèvements et la part représentée par l'occupation de la maison sont déduits; on obtient ainsi une estimation des dépenses d'exploitation nettes à ce chapitre. Les impôts sur les terres données en location ou louées sont exclus. Si l'exploitant paie lui-même les impôts d'une terre qu'il a prise en location, la dépense est ajoutée à l'estimation du loyer. Si un exploitant prend une terre en location et que le propriétaire paie lui-même les impôts fonciers, on suppose que les impôts sont implicitement compris dans les frais de location - et, de ce fait, dans l'estimation du loyer.

Dans les Maritimes et au Québec, les estimations finales des impôts fonciers sont tirées de l'EEA; ces chiffres ne comprennent pas les impôts sur les terres louées ou données en location. Les données sur

L'Ontario sont recueillies directement auprès du programme d'impôts fonciers de cette province. Pour estimer les impôts fonciers des exploitants agricoles du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, le bureau s'appuie sur des renseignements sur les taux d'imposition, l'évaluation et les dégrèvements tirés de dossiers administratifs de ces provinces. Pour le district de Peace River de la Colombie-Britannique, on a fixé un point de référence en fonction des estimations des impôts fonciers de 1976 de l'EEA, et on en tire des projections qui s'appuient sur les variations des estimations de l'EDA sur la Colombie-Britannique. Pour le reste de la province, on se sert des estimations de l'EDA.

Les chiffres finals sont ajustés de manière à éliminer la part des dépenses représentée par l'occupation de la maison à des fins personnelles. Les estimations qui ne reposent pas sur l'EDA doivent en outre être ajustées de manière à faire ressortir la part des dépenses qui s'applique aux terres possédées et exploitées. On s'appuie pour cela sur les données du recensement. La part des impôts fonciers qui s'applique aux terres louées n'est prise en compte que dans les dépenses de location.

Si les données administratives nous parviennent rapidement, les estimations préliminaires peuvent être identiques aux chiffres finals. Autrement, les prévisions, les projections et les estimations préliminaires sont fondées sur des indications préliminaires de spécialistes de la fiscalité des provinces.

#### 4.2 Loyer brut agricole

Cette série contient des estimations des dépenses des exploitants au titre de l'utilisation de propriétés agricoles possédées par d'autres. Elle comprend implicitement les impôts fonciers, l'intérêt sur la dette, les réparations et l'amortissement. On suppose que, une fois ces dépenses payées, le propriétaire peut en tirer un certain bénéfice.

Bien que ces dépenses comprennent deux éléments - le loyer en espèces et le loyer partagé -, seul le total est publié, les estimations individuelles n'ayant pas la fiabilité voulue.

##### 4.2.1 Loyer en espèces

Cette série comprend les dépenses occasionnées par la location (et le crédit-bail) de terres et de bâtiments agricoles. Les estimations comprennent les impôts fonciers payés par l'exploitant pour les propriétés qu'il prend en location. Elles s'étendent également aux droits de pacage ou de pâturage communautaire, que la base de calcul soit l'acre ou la tête de bétail. Les frais de location des machines ne sont pas pris en compte dans cette série, mais dans celle sur le travail sur commande.

Les estimations finales sont établies en fonction des résultats de l'EDA et de l'EEA. Les variations annuelles de la valeur par acre pour les deux années qui précèdent l'année



observée servent d'indicateurs de prix pour les prévisions, les projections et les estimations préliminaires; les variations quantitatives, d'autre part, s'appuient sur l'opinion d'experts.

#### 4.2.2 Loyer partagé

Les exploitants agricoles s'entendent parfois pour payer leur loyer en donnant au propriétaire une partie de leur production. Dans ce cas, il peut y avoir loyer partagé ou loyer en nature.

Les estimations finales à cet égard sont tirées de l'EDA et de l'EEA. On demande aux répondants d'estimer leur part des loyers partagés en s'appuyant sur le prix de vente de leur production. Les producteurs ont souvent beaucoup de difficulté à estimer les loyers partagés; en effet, même s'ils connaissent leur production, il peut arriver que la récolte n'ait pas encore été vendue ou qu'il n'en ait pas reçu le paiement final. Parfois, on nous donne des réponses comme "le tiers de la récolte", et nous devons avoir recours à des techniques d'imputation pour estimer les dépenses. La fiabilité des chiffres finals souffre donc souvent de ces problèmes; c'est pourquoi l'estimation du loyer partagé est associée à celle du loyer en espèces dans les publications.

Les prévisions, les projections et les estimations préliminaires se font à l'aide d'un pourcentage de variation de la valeur de la production. Des prix et des quantités sont recueillis pour le blé, l'avoine, l'orge, le seigle, le lin, le colza, le maïs, le soya et les pommes de terre. Les données sur les quantités viennent de la Section des cultures de la Division de l'agriculture; elles se précisent au fur et à mesure que la campagne agricole avance. Ainsi, les projections de décembre ou du milieu de la campagne sont plus fiables que les prévisions établies en août, au début de l'année agricole. Les prix moyens de l'année-récolte sont pondérés en fonction des utilisations et par mois; ils sont produits par la Sous-section des recettes monétaires.

#### 4.3 Rémunération de la main-d'oeuvre agricole

Les estimations de la rémunération comprennent deux éléments:

- 1) les salaires en espèces, et
- 2) le gîte et le couvert.

##### 4.3.1 Salaire en espèces

La valeur estimative totale des salaires en espèces de la main-d'oeuvre agricole comprend les cotisations versées au Régime d'assurance-chômage, au Régime de pensions du Canada et à la Commission des accidents du travail. Les sommes consa-

créées à la rémunération de travailleurs du secteur public, aux travaux ménagers, au travail à façon ou au travail sur commande sont exclues.

Les estimations finales sont tirées de l'EDA et de l'EEA. Les résultats de l'Enquête sur les salaires agricoles servent d'indicateur de variation de prix dans la préparation des prévisions, des projections et des estimations préliminaires; les mesures de quantité sont établies en fonction des travailleurs rémunérés des séries sur l'agriculture que tire la Division du travail des résultats de l'Enquête sur la population active.

#### 4.3.2 Gîte et couvert

On estime par ailleurs la valeur monétaire de divers avantages (gîte et couvert, carburant, transports, services publics). Par exemple, si un exploitant agricole fournit le combustible de chauffage à ses ouvriers, les dépenses à ce chapitre sont rangées dans la série sur le gîte et le couvert, à moins qu'elles ne figurent déjà dans la série sur le combustible de chauffage. Les avantages consentis aux travailleurs familiaux sont exclus.

Les estimations finales s'appuient sur l'EDA et l'EEA. Les mesures de variation de prix des prévisions, des projections et des estimations préliminaires reposent sur l'Enquête sur les salaires agricoles et l'indice des prix à la consommation; les variations quantitatives sont fondées sur la série sur les travailleurs agricoles de la Division du travail.

#### 4.4 Intérêt sur la dette

Les estimations des dépenses d'intérêt comprennent l'intérêt hypothécaire sur les terres occupées par leur propriétaire et l'intérêt non hypothécaire sur les terres occupées par leur propriétaire ou par un locataire. On pose par ailleurs que l'intérêt hypothécaire sur les terres louées fait partie du loyer; à ce titre, il entre dans l'estimation des loyers payés.

Les projections, les estimations préliminaires et les chiffres finals sont obtenus en multipliant la dette agricole impayée de chaque source de crédit par le taux d'intérêt moyen sur la dette. Les estimations publiées correspondent à la somme des intérêts payés, par source, après déduction des subventions et de la part des dépenses représentée par l'occupation de la maison. Pour faire les prévisions, on applique un pourcentage de variation qui s'appuie sur l'opinion d'experts aux estimations finales de l'année précédente.

Les sources de crédit comprennent: les banques à charte, la Société du crédit agricole, la Banque fédérale de développement, les coopératives de crédit, la Treasury Branch de l'Alberta, l'Administration des terres destinées aux anciens combattants, les organismes provinciaux, les compagnies d'assurance, de fiducie et de crédit, les fournisseurs, les compagnies de finance, les concessionnaires et les magasins et les particuliers.

Les données sur la dette impayée et les taux d'intérêt sont tirées de plusieurs sources: rapports annuels, chiffres de la Division des finances des entreprises de Statistique Canada, communications écrites ou téléphoniques, résultats d'enquêtes. Si les chiffres recueillis sont des moyennes mensuelles ou trimestrielles, on calcule la moyenne annuelle de la dette impayée et on pondère le taux d'intérêt en fonction des sommes impayés chaque mois ou chaque trimestre.

Les taux d'intérêt sont souvent établis en fonction de la moyenne mensuelle des taux préférentiels publiés dans la Revue de la Banque du Canada. Si les taux fluctuent rapidement et souvent, il devient difficile de fixer le taux préférentiel qui sera utilisé dans les prévisions et les projections publiées avant que les chiffres sur une année donnée ne deviennent disponibles.

Les estimations préliminaires et finales sont par conséquent plus fiables que celles qui les précèdent, puisque les renseignements sur la dette impayée et les taux d'intérêt sont à cette date plus précis.

Les estimations sur la dette impayée par source de crédit sont publiées dans Revenu net agricole et diffusées par le CANSIM.

#### 4.5 Dépenses totales au titre des machines

Cette série couvre les dépenses d'exploitation au titre des véhicules à moteur et des machines agricoles; elle est publiée depuis 1926.

Les progrès de la technique réalisés depuis cette époque en ont con-

sidérablement modifié l'aspect. Par exemple, on n'estime plus la valeur des travaux de forge. De nos jours, la série comprend deux principaux éléments:

- 1) le combustible, l'huile et les lubrifiants, et
- 2) les réparations des machines et les autres dépenses au titre des machines.

La part de ces dépenses représentée par les usages personnels est exclue; la série ne porte en effet que sur les coûts directement associés à l'exploitation agricole.

Les frais de location sont rangés dans le travail sur commande, qui fait lui-même partie des dépenses diverses. Les achats de machines, qui constituent une immobilisation, font partie de l'estimation de l'amortissement des machines.

#### 4.5.1 Combustible, huile et lubrifiants

Ces estimations portent sur les dépenses au titre du combustible, de l'huile et des lubrifiants requis par l'utilisation des véhicules à moteur et des machines agricoles; le combustible qui sert au chauffage, à l'irrigation et au séchage des céréales est pris en compte dans la série sur le combustible de chauffage. Les remboursements effectués par le fédéral et les provinces sont soustraits des estimations; les dépenses sont donc données à leur valeur nette.

Les estimations finales des dépenses brutes sont tirées de l'EDA et de l'EEA. Les données sur les remboursements viennent des administrations provinciales. Les variations de prix des prévisions, des projections et des estimations préliminaires s'appuient sur l'IPEA; pour évaluer les variations quantitatives, par ailleurs, on utilise le nombre de tracteurs. L'Institut canadien d'équipement agricole et industriel (ICEAI) nous donne des renseignements sur les ventes de tracteurs neufs.

4.5.2 Réparation des machines et autres dépenses au titre des machines

Cette estimation couvre des dépenses comme les réparations, l'entretien, les permis, les immatriculations, les primes d'assurance, les pièces, la main-d'oeuvre, les pneus, les accumulateurs, l'antigel.

Les estimations finales s'appuient sur l'EDA et l'EEA. Avant que les résultats de l'enquête ne deviennent disponibles, on estime les variations annuelles des coûts à l'aide de l'IPEA, du nombre de tracteurs et des ventes de pièces de rechange. Les prévisions, les projections et les chiffres préliminaires supposent des calculs très complexes qu'on pourra obtenir sur demande (ils sont accompagnés d'une abondante documentation).

#### 4.6 Engrais et chaux

Les dépenses au titre de l'engrais et de la chaux font l'objet de deux séries distinctes.

##### 4.6.1 Engrais

La série comprend les dépenses totales au titre de l'engrais. Les frais d'épandage sur commande sont compris si l'on ne parvient pas à les distinguer du prix d'achat des produits fertilisants; autrement, ils sont rangés dans le travail sur commande. Le montant des subventions est déduit au niveau provincial; les dépenses sont donc publiées à leur valeur nette.

Les estimations finales sont fondées sur l'EDA et l'EEA. Pour ce qui est des prévisions, des projections et des chiffres préliminaires, on s'appuie sur l'IPEA pour avoir une idée des variations des prix et sur l'avis d'experts, pour les variations quantitatives; il y a en effet peu de données statistiques fiables sur le volume ou la nature des engrais vendus aux producteurs agricoles du Canada.

##### 4.6.2 Chaux

Les dépenses au titre de la chaux sont estimées pour toutes les provinces sauf les Prairies. Les chiffres publiés correspondent aux coûts nets, les subventions étant déduites des estimations brutes.



Les chiffres finals (desquels on a porté les subventions en déduction) sont tirés de l'EDA. Les décisions sur les variations annuelles utilisées dans les prévisions, les projections et les estimations préliminaires s'appuient sur l'avis d'experts.

#### 4.7 Autres dépenses agricoles

Cette série est formée des éléments suivants:

- 1) pesticides,
- 2) graines de semence,
- 3) irrigation, et
- 4) ficelle, fil et contenants.

##### 4.7.1 Pesticides

Les dépenses au titre des pesticides comprennent en fait toutes les sommes consacrées à l'achat de produits chimiques agricoles utilisés dans la lutte contre les mauvaises herbes, les plantes, les insectes, les champignons parasites et les rongeurs. Si les frais d'application sur commande ne peuvent être dissociés du prix d'achat des produits eux-mêmes, on les ajoute à la série; autrement, ils figurent dans les dépenses pour travaux sur commande.

Les estimations finales s'appuient sur les résultats de l'EDA et de l'EEA. Les prévisions, les projections et les estima-

tions préliminaires sont fondées sur les variations de prix mises en évidence par l'indice des prix de vente dans l'industrie de Statistique Canada; pour estimer les variations de quantité, on s'aide de données sur les superficies ensemencées produites par la Section des cultures de la Division de l'agriculture. Comme il est difficile d'obtenir des renseignements précis sur les superficies ensemencées, les premières estimations sont moins fiables que les chiffres finals.

#### 4.7.2 Graines de semence

Sont rangées dans cette catégorie, les dépenses au titre des graines de semence, des jeunes plants, des bulbes et des boutures. Les frais de traitement ou de nettoyage des graines qu'il est impossible de distinguer du prix d'achat des produits proprement dits sont pris en compte ici; autrement, ils figurent dans la série sur le travail sur commande.

La série comprend les achats qui sont faits dans les circuits commerciaux (silos, grainetiers), mais non les paiements à d'autres producteurs agricoles. Comme il serait extrêmement difficile de produire des statistiques précises sur les ventes entre exploitations, la Division a décidé que ni les recettes, ni les dépenses associées aux ventes entre exploitations ne seraient estimées. Cette décision n'a aucun effet sur les

revenus nets; seul le volume des ventes totales s'en trouve sous-estimé. Le tableau de la page 60 montre que 15% des dépenses totales au titre des semences (\$46 millions) ont été exclues en 1979.

Les estimations des chiffres finals s'appuient sur l'EDA et l'EEA. Les prévisions, les projections et les estimations préliminaires sont fondées sur l'IPEA (variations de prix) et sur des estimations de la Section des cultures des superficies ensemencées (variations de quantité). Comme il est difficile d'obtenir tôt des estimations des quantités, les premiers chiffres sont moins fiables que les chiffres finals.

#### 4.7.3 Irrigation

Le bureau produit des estimations des dépenses d'irrigation dans les provinces où il y a une taxe à la consommation d'eau; les frais d'utilisation des pompes ne sont pas compris. La Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique fournissent des données administratives sur la consommation d'eau et les superficies irriguées dans chaque district d'irrigation. Bien que la Saskatchewan prenne à sa charge une partie de ces dépenses, les estimations publiées ne couvrent que les dépenses réellement supportées par les producteurs agricoles. Des spécialistes provinciaux de l'irrigation fournissent au bureau des approximations des variations annuelles qui servent à produire les estimations qui précèdent la diffusion des données administratives.

#### 4.7.4 Ficelle, fil et contenants

Cette série comprend les dépenses au titre du fil, de la ficelle de bottelage et des petits contenants (paniers et boîtes à légumes et oeufs, sacs à pommes de terre, etc.). L'achat de fil métallique pour les clôtures est compté dans les estimations des réparations de clôtures.

Les chiffres finals sont tirés de l'EDA et de l'EEA. L'établissement des prévisions, des projections et des estimations préliminaires s'appuie sur des variations de prix et de quantités. Les variations de prix sont fondées sur l'IPEA; la production de foin cultivé sert à estimer les variations des quantités de fil et de ficelle achetées; l'estimation des variations des achats de contenants repose sur l'avis d'experts.

#### 4.8 Aliments pour animaux

Cet élément comprend les dépenses engagées par les producteurs agricoles à l'achat d'aliments pour animaux et de compléments dans les circuits commerciaux (ici encore, les achats entre producteurs sont exclus). Le tableau de la page 60 montre que 14% des dépenses totales au titre des aliments pour animaux en 1979 (\$231 millions) ont été exclues. Les achats de foin et de paille sont pris en compte s'ils servent à l'alimentation du bétail. Si l'alimentation a été confiée à autrui, les coûts en sont pris en compte dans la série sur le travail sur commande.

Les estimations finales sont tirées de l'EDA et de l'EEA; les prévisions, les projections et les chiffres préliminaires reposent à la fois sur l'IPEA (variations des prix) et sur des chiffres sur les unités animales de la Section du bétail (variations de quantité).

#### 4.9 Autres dépenses de bétail

Ces dépenses comprennent les éléments suivants:

- 1) bovins d'engraissement, veaux, agneaux et nourrains,
- 2) cotisations aux associations d'éleveurs, et
- 3) les dépenses pour les services de vétérinaires et l'insémination artificielle.

##### 4.9.1 Bovins d'engraissement, veaux, agneaux et nourrains

Seuls les achats interprovinciaux de bovins d'engraissement, de veaux d'engraissement, d'agneaux d'engraissement et de nourrains sont pris en compte dans les estimations établies pour cette série. Les achats et les ventes entre producteurs de la même province ne sont pas estimés, puisque ces transactions s'annuleraient mutuellement.

Il en résulte que les estimations des dépenses au titre du bétail d'engraissement sous-estiment la valeur des achats de bétail d'engraissement.

Les estimations des dépenses au titre du bétail d'engraissement sont établies par la Sous-section des recettes monétaires; elle s'appuie pour cela sur l'enquête sur les prix à la production, sur les bilans des productions animales, sur le "Livre bleu" d'Agriculture Canada et sur les avis et les renseignements d'analystes des marchés provinciaux du bétail. Les estimations préliminaires et les chiffres finals sont plus fiables que les prévisions et les projections; ils reposent en effet sur des données plus complètes sur les effectifs et les abattages.

Le bétail à la ferme est habituellement assimilé à des stocks dont on évalue les variations en fin d'année. Les estimations de la valeur en capital de bétail à la ferme sont établies par la Section du bétail de la Division et par des analystes de la Sous-section des dépenses agricoles. Ces chiffres sont publiés dans Revenu net agricole et diffusés par le CANSIM.

#### 4.9.2 Cotisations aux associations d'éleveurs

Cette série comprend les dépenses au titre de l'enregistrement du bétail. Les estimations finales reposent sur deux publications: Holstein - Friesian Association of Canada Annual Report et Canadian National Livestock Records. Quand cela est possible, on a également recours à ces sources pour obtenir des estimations rapides. Autrement, nos premières estimations des variations annuelles de ces dépenses s'appuient sur l'avis d'experts.

#### 4.9.3 Dépenses pour services de vétérinaires et insémination artificielle

Cette série présente des estimations des frais d'insémination artificielle et des dépenses pour les services de vétérinaires et l'achat de médicaments. Les estimations finales sont tirées de l'EDA et de l'EEA. On obtient les prévisions, les projections et les estimations préliminaires en appliquant des ratios de prix et de quantité aux chiffres finals de l'année précédente une fois que les deux éléments ont été dissociés à l'aide des facteurs de pondération de 1977. Les estimations des frais d'insémination sont fondées sur l'IPEA (variations de prix) et sur des statistiques sur les unités animales de la Section du bétail de la Division de l'agriculture (variations de quantité). Les dépenses pour les services de vétérinaires sont estimées à l'aide de l'indice des prix à la consommation des produits pharmaceutiques et des données sur les unités animales dont il a déjà été question.

#### 4.10 Réparation des bâtiments

Ces estimations portent sur les dépenses de matériaux et de main-d'oeuvre associées à la réparation et à l'entretien des bâtiments agricoles ainsi que la part commerciale du coût des réparations de logement agricole, que celui-ci se trouve ou non dans les limites de l'exploitation. Les dépenses d'investissement (construction, rénovations et ajouts) sont exclues; on les comptabilise dans les estimations de l'amortissement des bâtiments.

Les estimations finales sont tirées de l'EDA et de l'EEA; les prévisions, les projections et les estimations préliminaires s'appuient sur des indicateurs de prix et de quantités. Les variations de prix sont établies en fonction de l'IPEA, les quantités étant maintenues habituellement à un niveau fixe. Il y a peu de renseignements fiables sur le volume des réparations.

#### 4.11 Électricité et téléphone

Seule la part de ces dépenses associée à l'exploitation agricole est comptée. Les frais d'installation sont exclus.

L'estimation des chiffres finals repose sur les résultats de l'EDA et de l'EEA; les prévisions, les projections et les estimations préliminaires s'appuient sur l'IPEA (variations de prix), les quantités étant tenues pour constantes d'une année à l'autre. Les renseignements sur l'utilisation des services publics par les producteurs agricoles sont rares.

#### 4.12 Divers - total

Ce groupe d'estimations comprend six éléments qui ne sont pas publiés séparément en raison du manque de fiabilité de certaines estimations; ce sont: les primes d'assurance, les clôtures, le travail sur commande, le combustible de chauffage, les impôts perçus en vertu des lois de stabilisation et les dépenses diverses. Les données sur chacune de ces séries ne peuvent être obtenues qu'auprès de la Sous-



section des dépenses agricoles, qui se charge de mettre en garde les utilisateurs à l'égard des limites et de la fiabilité des estimations.

#### 4.12.1 Primes d'assurance

Les estimations à ce chapitre portent sur les assurance-récoltes, les assurances sur les biens et les assurances contre les pertes dues à la grêle. Les primes d'assurance-récoltes sont rangées dans les estimations des dépenses au titre des assurances; les indemnités, de leur côté, figurent dans les recettes monétaires. Les primes d'assurances sur les biens (à l'exclusion de la part représentée par l'occupation de la maison à des fins personnelles) sont assimilées à une dépense nette, les indemnités touchées étant déduites des primes payées. Les indemnités des assurances contre les pertes dues à la grêle sont également déduites des primes; les estimations correspondent donc à des chiffres nets. En résumé, l'estimation des dépenses au titre des assurances comprend les primes brutes d'assurance-récolte, les primes nettes d'assurance sur les biens et les primes nettes d'assurance contre les pertes dues à la grêle. Les primes d'assurance-récoltes représentent plus de 80% des dépenses à ce chapitre.

Les estimations reposent sur les sources énumérées ci-dessous; avant que les chiffres ne deviennent disponibles, toutefois, on s'appuie sur l'avis d'experts. L'indice des

prix à la consommation des primes d'assurances immobilières sert à mesurer les variations annuelles des assurances sur les biens. Les données sur les primes et les indemnités d'assurance-récolte sont fournies par la Division de l'assurance-récolte d'Agriculture Canada. Les chiffres sur l'assurance-grêle sont tirés de rapports de divers organismes: Manitoba Superintendent of Insurance-private companies, Manitoba Crop Insurance Corporation, Additional Municipal Hail Limited (Saskatchewan) et Alberta Hail and Crop Insurance Corporation.

#### 4.12.2 Clôtures

Les dépenses à ce chapitre portent sur la réparation et l'entretien des clôtures, mais non sur les ajouts. Les estimations couvrent aussi bien les frais de main-d'oeuvre que le coût des matériaux.

Les estimations finales sont tirées de l'EDA et de l'EEA. Les variations de prix utilisées dans les prévisions, les projections et les estimations préliminaires viennent de l'IPEA, les quantités étant réputées fixes d'une année à l'autre. Il y a très peu de données fiables sur les quantités.

#### 4.12.3 Travail sur commande

Cette estimation porte sur les dépenses pour travaux sur commande et de location de machines qui reviennent périodiquement; les dépenses dont les profits sont répartis sur plu-

sieurs années ne sont pas comprises. Les dépenses de traitement et de nettoyage des semences, d'épandage des engrais ou d'application des pesticides qui ont déjà été comptées dans les estimations des graines de semences, des engrais et des pesticides sont exclues. Voici quelques exemples de travaux sur commande: labours, hersage, semences, fauchage, moissonnage-battage et séchage de céréales; transport par camion de céréales, de bétail et d'aliments pour animaux; pressage et hachage du foin; nettoyage des parcs d'engraissement; location et crédit-bail de machines et d'équipement agricoles.

Les agriculteurs peuvent également tirer des revenus du travail sur commande. Ces revenus ne sont pas ajoutés aux recettes monétaires dans les comptes agricoles, puisque seules les ventes de produits agricoles sont prises en compte. On obtient plutôt un chiffre net en déduisant ces recettes des dépenses ou en les assimilant à des sommes versées à des non-agriculteurs (ce qui revient au même).

Dans l'EDA, on établit des estimations des montants versés aux non-agriculteurs; dans l'EEA, d'autre part, on s'intéresse aussi bien aux recettes qu'aux dépenses associées au travail sur commande. C'est sur ces sources que s'appuient les estimations finales. Les variations de prix utilisées dans les prévisions, les projections et les estimations préliminaires supposent en outre le recours à l'IPEA; pour les variations de quantité, on se sert de données sur les superficies ensemencées (principales grandes cultures). Comme il est difficile

d'obtenir des renseignements précis sur les ensemencements, ces premières estimations sont moins fiables que les chiffres finals.

#### 4.12.4 Combustible de chauffage

Cette estimation comprend les dépenses au titre du combustible, qu'il serve au chauffage, à l'irrigation ou au séchage des céréales; les dépenses de combustible associées à l'utilisation des véhicules à moteur et des machines agricoles sont rangées dans la série sur le combustible, l'huile et les lubrifiants. La part commerciale des dépenses de chauffage du logement agricole est comprise; le coût des appareils de chauffage et des réservoirs est toutefois exclu. Parmi les combustibles observés, on peut citer le gaz propane, le gaz naturel, le mazout, le charbon et le bois.

Les estimations finales reposent sur l'EDA et sur l'EEA. Les variations de prix sont mesurées à l'aide de l'IPEA; les variations de quantité utilisées dans les prévisions, les projections et les estimations préliminaires s'appuient sur l'avis d'experts.

#### 4.12.5 Impôts perçus en vertu des lois de stabilisation

Les estimations des impôts perçus en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et du Saskatchewan Hog

Assured Returns Program (SHARP) sont obtenues auprès des autorités compétentes.

#### 4.12.6 Divers - autres

Ces estimations comprennent les frais d'exploitation non déclarés ailleurs. En voici quelques exemples: petits outils et articles de quincaillerie divers de moins de \$200, publicité, fournitures de bureau, voyages d'affaires, services de comptabilité et de consultation, services bancaires, services juridiques, cotisations, documentation, fournitures pour bétail.

Le bureau établit quatre séries d'estimations: des prévisions, des projections, des estimations préliminaires et des chiffres finals. On pose que les dépenses diverses représentent une proportion fixée du total provincial des autres dépenses d'exploitation (amortissement non compris). Cette proportion, qui est elle-même fondée sur un rapport chronologique établi à l'occasion de l'enquête sur les revenus et les dépenses agricoles de 1958, varie d'une province à l'autre.

#### 4.13 Amortissement

L'amortissement sert à constater la dépréciation des bâtiments et des machines agricoles qui résulte de leur usure et des progrès techniques. L'estimation qui est faite sert à représenter le coût de remplacement des bâtiments et des machines utilisés au cours d'une année.

Cette série est étroitement associée à la série sur la valeur courante du capital agricole, qui est publiée dans Revenu net agricole et diffusée par le CANSIM. Elle comprend deux éléments: l'amortissement des bâtiments et l'amortissement des machines.

#### 4.13.1 Amortissement des bâtiments

Les estimations de l'amortissement portent dans ce cas sur les bâtiments agricoles qui se trouvent dans des exploitations occupées par leur propriétaire. L'amortissement de la part de la maison occupée à des fins personnelles est exclu. On suppose par ailleurs que les dotations des exploitations louées font implicitement partie du loyer; elles sont donc rangées dans la série sur les dépenses de location.

Les estimations de l'amortissement sont tributaires de la série sur la valeur en capital des terres et des bâtiments, qui a comme point de référence les résultats du recensement de l'agriculture; les projections sont faites tous les ans en fonction des variations de la valeur estimative à l'acre. La Société du crédit agricole nous fournit des données estimatives qui entrent dans le calcul des estimations provinciales de la valeur à l'acre des terres agricoles et des bâtiments. Les estimations sont fondées sur ces valeurs à l'acre dès que les renseignements voulus deviennent disponibles; les statistiques établies avant cette date s'appuient sur l'avis d'experts.

Deux taux d'amortissement sont appliqués aux bâtiments possédés: un taux de 3.5% dans le cas des bâtiments d'exploitation et un taux de 2% dans le cas des logements. Les résultats de l'enquête sur les revenus et les dépenses agricoles de 1958 servent de repères quant à la proportion de la valeur totale des terres et des bâtiments représentée par les logements et les bâtiments d'exploitation.

Les séries suivantes ne sont pas publiées, mais sont disponibles sur demande auprès de la Sous-section des dépenses agricoles: valeur de l'ensemble des bâtiments agricoles, valeur des logements agricoles, valeur des bâtiments d'exploitation et valeur à l'acre des terres et des bâtiments agricoles.

#### 4.13.2 Amortissement des machines

Bien que seul un chiffre total soit publié, les estimations de l'amortissement des machines sont établies pour trois éléments: les automobiles, les camions et les autres machines. Ces estimations sont liées à la série sur la valeur en capital des machines agricoles, qui a comme point repère les résultats du recensement de l'agriculture. Seule la part de l'amortissement rattachée à l'exploitation agricole est comptée.

L'amortissement des "autres machines" représente environ 90% des dotations à l'amortissement des machines. Les estimations sont faites en même temps que celles de la valeur en capital des autres machines, qui a comme point repère l'estimation du

recensement de l'agriculture de l'amortissement des machines -  
déduction faite de la valeur des automobiles et des camions.

La valeur en capital des autres machines est ajustée annuelle-  
ment de manière à tenir compte des achats de machines neuves.  
Depuis 1978, nos données sur les ventes nous viennent de  
l'Institut canadien d'équipement agricole et industriel  
(ICEAI). Avant cela, elles étaient tirées d'une enquête de  
Statistique Canada sur les ventes de matériel et d'équipement  
agricoles. Nos mesures de prix sont tirées de l'IPEA. Les  
estimations sont obtenues par application d'un taux d'amortis-  
sment provincial de 10% ou 12% aux valeurs en capital.

Pour estimer l'amortissement des automobiles, on applique des  
taux d'amortissement de 10% à 13% à la part de la valeur en  
capital des automobiles utilisée dans l'exploitation agri-  
cole. Le recensement et l'IPEA servent d'indicateurs de quan-  
tité et de prix.

De la même manière, on estime l'amortissement des camions en  
appliquant des taux provinciaux de 10% à 13% à la valeur en  
capital des camions utilisés dans l'exploitation agricole.  
Ici encore, le recensement et l'IPEA servent d'indicateurs de  
quantité et de prix.

Les estimations finales de l'amortissement des machines sont  
plus fiables, car elles reposent sur des données de ventes et  
de prix plus précises. Les estimations intercensitaires sont



révisées tous les cinq ans, dès que les résultats du recensement deviennent disponibles.

Des estimations non publiées de chacune des trois composantes des séries sur l'amortissement des machines et la valeur en capital des machines peuvent être obtenues sur demande auprès de la Sous-section des dépenses agricoles.

## 5.0 RÉSUMÉ

Ce document a été préparé dans le but de réunir des renseignements sur les sources, les concepts et les méthodes actuellement associés à la série sur les dépenses d'exploitation agricoles et l'amortissement. On y a également brièvement abordé les modifications récentes apportées aux comptes et les projets d'avenir.

L'agriculture canadienne évolue rapidement, et rien n'indique qu'il en ira autrement à l'avenir. Le concept de l'exploitation familiale si répandu au début du siècle devient de plus en plus désuet. Il est difficile d'imaginer l'allure que prendra la production alimentaire dans les cent prochaines années. Une chose est sûre toutefois: les choses ne seront plus ce qu'elles sont aujourd'hui.

La Division a pour mission de produire des statistiques financières qui fassent ressortir les transformations de la production alimentaire et qui tiennent compte de l'évolution des besoins des utilisateurs. Il faudra en ce sens qu'on ajuste perpétuellement les concepts et les méthodes sur lesquels reposent ces statistiques si l'on veut qu'elles continuent d'être le fidèle reflet des revenus et des dépenses agricoles au Canada.

Cet objectif suppose un système d'information à la fois dynamique et souple ainsi que des efforts constants. L'évolution de la structure de l'agriculture doit être suivie de près. Nous devons puiser aux meilleures sources de renseignements, utiliser les méthodes d'enquête les plus efficaces et mettre à l'essai les derniers raffinements des techniques de bureau. Ce faisant, nous continuerons à poursuivre notre but: produire des évaluations financières précises du secteur agricole de l'économie canadienne.

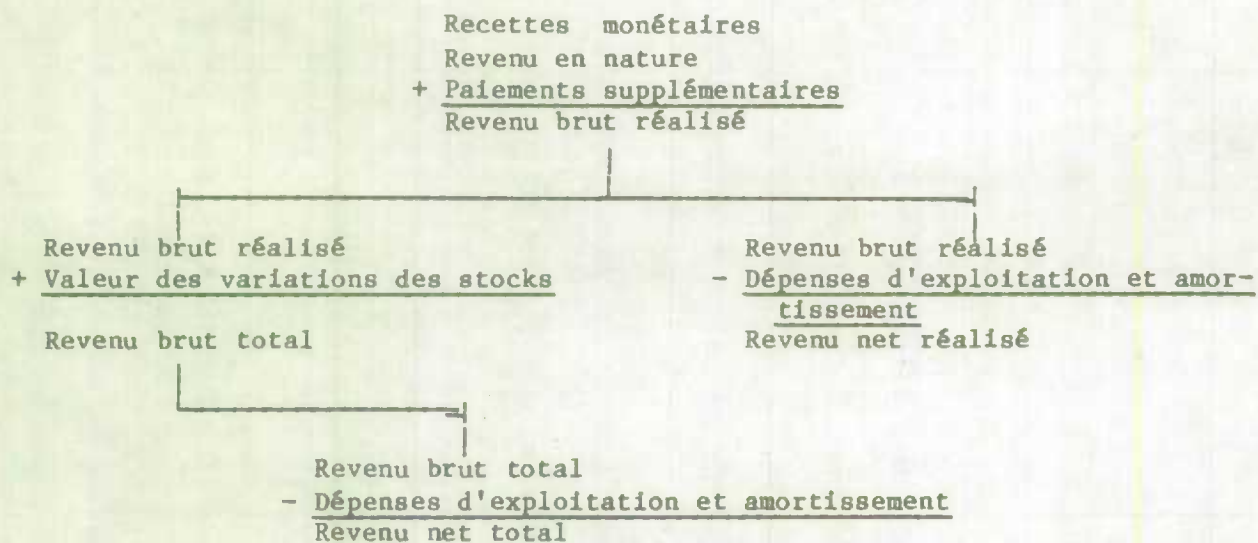
BIBLIOGRAPHIE

- Andrusiak, G. et G. Beelen, "Farm Income Conceptual Review", Ottawa, 1981.
- Auer L., Canadian Agricultural Productivity, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1970.
- Beelen, G., "Description of the Methods, Sources, Concepts and Revision Procedures Used in the Estimation of Farm Cash Receipts, Income-in-Kind and Value of Inventory Change", Ottawa, 1981.
- Bergevin, M., "Depreciation in Agriculture", Ottawa, 1975.
- Bollman, Ray D., "A Comparison of the Money Incomes of Farmers and Non-Farmers", Canadian Journal of Agricultural Economics, août 1980, pp. 48-55.
- Bonnen, James T., "Assessment of the Current Agricultural Data Base: An Information System Approach", A Survey of Agricultural Economics Literature, édité par Lee R. Martin, vol. II, Minneapolis: University of Minnesota Press, 1977.
- Brinkman, George L., "Reflections of Farm Income in the 1970's" Canadian Journal of Agricultural Economics, août 1980, 55-66.
- Brunst, A.S., "Agriculture Surveying in the 1980's: An Integrative Approach", Ottawa, 1981.
- Chase, Linda, "Inflation, Capital Gains and Farmers' Economic Well-Being", Canadian Journal of Agricultural Economics, août 1980, 67-77.
- Clark, Jack H., "Financial Statements for the Canadian Agricultural Sector", Ottawa, 1981.
- Crown, Robert W. et Earl O. Heady, Policy Integration in Canadian Agriculture, Ames, Iowa: Iowa State University Press, 1972.
- Holbein, C.M., "File Documentation for Farm Expenses, Depreciation, Vehicle Numbers and Capital Value", Ottawa, 1979.
- Jones, M.E., "History of the Farm Enumerative Survey", Ottawa, 1980.
- Marentette, G., "Agriculture Enumerative Survey and Farm Expenditure Survey Automated Processing System - User Outline", Ottawa, 1978.
- Ministry of Agriculture, Fisheries and Food, Farm Incomes in England and Wales 1975/1976, Londres: Her Majesty's Stationery Office, 1977.

- Morris, Walter, Outline of Methods, Sources and Concepts Used in Estimating Farm Income of Farm Operators from Farming Operations, Ottawa: Bureau fédéral de la statistique, 1963.
- Paarlberg, Don, Farm and Food Policy: Issues of the 1980's, Lincoln and London: University of Nebraska Press, 1980.
- Phillips, J., "1979 Farm Expenditure Survey Design and Estimation Procedures", Ottawa, 1978.
- Pursey, Stuart, "Farm Operating Expenses Estimates in British Columbia, 1977-1978: A Study of the Feasibility of Substituting Tax Data for Survey Data", Ottawa, 1981.
- Sorbue, M., "Problems in Estimating Farm Production Costs, Canadian Journal of Farm Economics, XV, octobre 1980, 17-24.
- Statistique Canada, Revenu net agricole, 1979, Ottawa: Approvisionnement et Services Canada, 1981.
- Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et des dépenses, volume 3: Guide des comptes nationaux des revenus et des dépenses, Ottawa: Information Canada, 1975.
- Statistique Canada, The Canadian Agricultural Statistics System: An Examination and Some Proposals for Improvement, Ottawa: Statistique Canada, 1976.
- Tweeton, Luther, Foundations of Farm Policy, Lincoln: University of Nebraska Press, 1970.
- U.S. Department of Agriculture, Economic Indicators of the Farm Sector: Income and Balance Sheet Statistics, 1979, Washington: U.S. Government Printing Office, 1980.
- U.S. Department of Agriculture, Major Statistical Series of the U.S. Department of Agriculture: How they are Constructed and Used - Volume 3, Gross and Net Farm Income, Washington: U.S. Government Printing Office, 1969.
- U.S. Department of Agriculture, Scope and Methods of the Statistical Reporting Service, Washington, U.S. Government Printing Office, 1975.
- Weeks, Eldon E., Aggregate National Agriculture Data - Status and Alternatives, Washington: United States Department of Agriculture, 1971.

APPENDICE A

COMPOSANTES DU REVENU NET AGRICOLE



APPENDICE B

DÉPENSES AU TITRE DES GRAINES DE SEMENCE ET  
DES ALIMENTS POUR ANIMAUX EN 1979 - VALEUR TOTALE ET  
ACHATS DANS LES CIRCUITS COMMERCIAUX

Dépenses au titre des semences, 1979

	Total	Circuits commerciaux	Circuits commerciaux (%)
milliers de dollars			
I.-P.-É.	4,016	2,132	53.1
N.-É.	3,098	2,944	95.0
N.-B.	4,782	2,295	48.0
Qué.	48,811	42,274	86.6
Ont.	114,535	107,739	94.1
Man.	38,799	33,352	86.0
Sask.	43,458	33,637	77.4
Alb.	37,317	25,982	69.6
C.-B.	11,256	10,579	94.0
CANADA	306,072	260,934	85.3

Dépenses au titre des aliments pour animaux, 1979

	Total	Circuits commerciaux	Circuits commerciaux (%)
milliers de dollars			
I.-P.-É.	14,852	12,409	83.6
N.-É.	46,604	45,307	97.2
N.-B.	21,958	18,581	84.6
Qué.	493,003	467,091	94.7
Ont.	592,183	523,642	88.4
Man.	104,058	83,146	79.9
Sask.	83,849	62,130	74.1
Alb.	240,742	168,458	70.0
C.-B.	102,641	88,405	86.1
CANADA	1,699,890	1,469,169	86.4

APPENDICE C

SOMMAIRE DES SOURCES UTILISÉES DANS LES ESTIMATIONS FINALES  
DES DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET DE L'AMORTISSEMENT

Impôts	E,A*
Loyer en espèces	E
Loyer partagé	E
Rémunérations en espèces	E
Gîte et couvert	E
Intérêt sur la dette	A*
Combustible, huile et lubrifiants	E*
Réparations des machines et autres dépenses au titre des machines	E
Engrais	E*
Chaux	E
Pesticides	E
Graines de semence	E
Irrigation	A
Ficelle, fil et contenants	E
Aliments pour animaux	E
Bovins d'engraissement, veaux, agneaux et nourains	D
Dépenses pour services de vétérinaire et insémination artificielle	E
Réparation des bâtiments	E
Électricité	E
Téléphone	E
Primes d'assurance	A
Clôtures	E
Travail sur commande	E
Combustible de chauffage	E
Divers - Autres	D
Amortissement des bâtiments	D
Amortissement des machines	D

E - Enquêtes descriptives

A - Données administratives

D - Division

\* Ajustements nécessaires

APPENDICE D

QUESTIONS SUR LES DEPENSES SELON E.D.A.

- 11 -

SECTION G. CERTAINES DÉPENSES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE EN 1979

Section R 700 1

Inscrire le chiffre déclaré à la case 182, question 5, page 3 . . . . .

Le montant déclaré est-il supérieur à zéro? Oui  (ci-dessous) Non   (SECTION I)

Les questions suivantes traitent de certaines dépenses d'exploitation agricole que vous avez faites pendant l'année civile 1979. Dans les cas où la tenue des dossiers n'est pas basée sur l'année civile, déclarez les dépenses de la dernière année financière.

Veuillez prendre note que l'Année civile s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. L'année financière s'applique à la période de 12 mois envisagée par l'entreprise comme année d'imposition, par exemple, du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars.

Avez-vous fait des dépenses en 1979 pour les items suivants?

- 1. Dépenses sous forme de loyer payé pour des terres et bâtiments agricoles pris en location. Inclure l'impôt que vous payez sur ces biens pris en location:
  - (a) loyer en espèces ou loyer payé .....   \$ ..... .00
  - (b) loyer partagé ou loyer en nature (déclarer la valeur estimative en dollars) .....   \$ ..... .00
- 2. Carburant, huiles et lubrifiants utilisés pour le fonctionnement des véhicules et des machines agricoles, montant payé avant les remboursements réclamés. Inclure les dépenses au titre de l'automobile uniquement dans la mesure où elles se rapportent à l'exploitation .....   \$ ..... .00
- 3. Frais de réparation, d'entretien, de permis, d'immatriculation et d'assurance pour les véhicules et les machines agricoles. Inclure les pièces, la main-d'oeuvre et la part prise par la voiture dans l'exploitation agricole .....   \$ ..... .00
- 4. (a) Dépenses totales pour l'achat de semences .....   \$ ..... .00
- (b) Quel pourcentage des dépenses totales pour l'achat de semences représentent les achats faits dans les circuits commerciaux (éleveurs, grainiers et vendeurs)? Exclure les achats auprès d'autres agriculteurs .....  %
- 5. Dépenses totales pour l'achat d'engrais, à l'exception de la chaux .....   \$ ..... .00

NOTA: Si les frais d'épandage de l'engrais étaient compris dans le prix d'achat, indiquez le total des dépenses.



SECTION G. CERTAINES DÉPENSES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE EN 1979 (suite)

	744
6. Dépenses totales pour l'achat de chaux (moins les subventions) .....	Aucune <input type="checkbox"/> \$ .00
	752
7. Dépenses totales pour des produits chimiques agricoles. Inclure les herbicides, les insecticides, les fongicides et les autres pesticides .....	Aucune <input type="checkbox"/> \$ .00
8. (a) Dépenses totales pour le travail à forfait et sous contrat et la location de machines. Inclure: - préparation du sol, andainage, moissonnage-battage et séchage des céréales - nettoyage et traitement des graines de semence - camionnage de bétail et d'aliments pour animaux - mise en balles, hachage et nettoyage de parcs d'engraissement - etc. Exclure le travail à forfait déclaré à la question 5 - engrais, à la question 6 - chaux et à la question 7 - produits chimiques .....	762
	Aucune <input type="checkbox"/> \$ .00
(b) Quel pourcentage a été payé pour le travail à forfait et sous contrat et la location de machines à des non-agriculteurs? .....	062 % Aucun <input type="checkbox"/>
	772
9. (a) Dépenses totales pour l'achat d'aliments pour animaux et de compléments d'aliments .....	Aucune <input type="checkbox"/> \$ .00
(b) Quel pourcentage des dépenses totales pour l'achat d'aliments pour animaux et de compléments d'aliments représentent les achats faits dans les circuits commerciaux? Exclure les achats auprès d'autres agriculteurs .....	072 % Aucun <input type="checkbox"/>
	782
10. Services de vétérinaire, médicaments et les frais d'insémination artificielle .....	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00
	792
11. Réparation des bâtiments agricoles. Exclure les améliorations majeures des immobilisations (construction d'un nouveau bâtiment) Inclure les dépenses de réparation du logement dans la mesure où elles étaient nécessaires à l'exploitation agricole .....	Aucune <input type="checkbox"/> \$ .00
	793
12. Dépenses pour la réparation de clôtures. Exclure les améliorations majeures des immobilisations (par ex., construction d'une nouvelle clôture) .....	Aucune <input type="checkbox"/> \$ .00
	802
13. Dépenses pour l'achat de contenants, de ficelle et de fil de fer pour le bottelage et l'engerbage .....	Aucune <input type="checkbox"/> \$ .00

SECTION G. CERTAINES DÉPENSES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE EN 1979 (fin)

	822
14. (a) Dépenses totales au titre des intérêts sur les prêts à l'exploitation, le crédit et les hypothèques . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00
	025
(b) Quel pourcentage de dépenses totales au titre des intérêts s'appliquait à l'exploitation, par exemple, au carburant, aux lubrifiants, à la réparation et aux pièces des machines, aux graines de semence, aux engrais, au travail à forfait, aux clôtures et à la réparation des bâtiments? . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> %
	832
15. Dépenses de téléphone. Inclure seulement celles qui se rapportent à l'exploitation agricole . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00
	833
16. Dépenses d'électricité. N'inclure que l'électricité servant à l'exploitation agricole et les dépenses d'électricité du logement dans la mesure où elles sont nécessaires à l'exploitation agricole . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00
	834
17. Combustible. Inclure le gaz propane, le gaz naturel, etc., utilisé pour l'exploitation et les frais de chauffage de la maison dans la mesure où ils se rapportent à l'exploitation . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00
	852
18. Salaires en espèces payés à la main-d'oeuvre agricole. Exclure les sommes versées pour les travaux ménagers, du travail à forfait et du travail sous contrat:	
(a) Salaires en espèces. Inclure les cotisations au titre de l'assurance-chômage, du Régime de pensions du Canada et de la Commission des accidents du travail versées au nom des salariés . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00
	854
(b) Valeur en espèces du logement, de l'hébergement, de la nourriture, du carburant, du transport, des services publics, etc., fournis à la main-d'oeuvre agricole engagée. Exclure les travailleurs familiaux . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00
	865
19. Primes d'assurance. Inclure l'assurance-récolte, l'assurance contre la grêle, l'assurance sur le bétail, l'assurance contre le feu et le vent, etc. Exclure l'assurance-automobile, l'assurance-vie et l'assurance personnelle . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00
	873
20. Impôt foncier agricole. Inclure les taxes municipales et scolaires. Exclure l'impôt foncier sur les terres données en location et sur celles prises en location . . . . .	Aucun <input type="checkbox"/> \$ .00

APPENDICE E

STATISTIQUES PUBLIEES PAR LES AUTRES PAYS

Section 1: Income and Balance Sheet Statistics (New Methodology)

Table 1--Summary of the farm sector's financial status, production transactions, and operator income, 1977-79

Item	1977	1978	1979
		<u>Thousands</u>	
Farms.....	2,409	2,370	2,333
		<u>Billion dollars</u>	
Financial summary: 1/ Farm--			
Assets on January 1.....	566.3	617.0	715.2
Debt (including CCC loans 2/), Jan. 1:	95.4	111.2	126.8
Equity, January 1.....	470.8	505.7	588.4
Change during year in--			
Farm assets.....	50.7	98.2	105.8
Farm debt.....	15.8	15.6	19.6
Farm equity.....	34.9	82.7	86.1
*Transactions summary: 3/			
Gross receipts.....	101.6	118.9	140.4
Intermediate product expenses.....	50.9	57.0	67.9
Capital consumption and business taxes:	16.8	18.0	20.1
Factor payments.....	33.9	43.9	52.4
Interest.....	7.9	9.6	12.3
Wages to hired labor.....	7.0	7.3	8.3
Net rent to all landlords.....	4.6	5.5	6.0
Returns to operators.....	14.4	21.6	25.7
Farm operators' income summary:			
Total operator income.....	43.6	54.7	65.1
Farm sources.....	18.2	25.8	30.7
Returns to operators.....	14.4	21.6	25.7
Net rent to operator landlords.....	.5	.7	.7
Imputed net rental value of operator dwellings.....	3.3	3.6	4.3
Off-farm sources.....	25.4	28.8	34.4
		<u>Dollars</u>	
Income per operator: 4/			
Total income.....	18,095	23,065	27,891
Farm sources.....	7,553	10,896	13,163
Off-farm sources.....	10,542	12,169	14,728

1/ From table 2. 2/ Commodity Credit Corporation (CCC) loans. 3/ From table 3.  
4/ Assumes one operator per farm.

Table 2—Summary of the farm balance sheet, January 1, 1977-80

Item	1977	1978	1979	1980 <sup>1/</sup>
<b>Assets</b>				
	<i>Billion dollars</i>			
Total farm assets <sup>2/</sup> .....	566.3	617.0	715.2	821.0
Real estate <sup>3/</sup> .....	431.1	468.5	535.1	613.7
Livestock and poultry <sup>4/</sup> .....	29.0	31.9	51.3	61.2
Machinery and motor vehicles <sup>5/</sup> .....	64.1	70.3	78.7	88.4
Crops <sup>6/</sup> .....	22.0	24.9	27.4	33.1
Financial assets.....	20.1	21.3	22.8	24.6
<b>Claims</b>				
Total farm debt.....	95.4	111.2	126.8	146.4
Real estate <sup>7/</sup> .....	51.5	58.1	64.6	75.0
Nonreal estate <sup>8/</sup> .....	42.9	48.6	56.9	67.0
CCC loans <sup>9/</sup> .....	1.0	4.5	5.2	4.5
Equity.....	470.8	505.7	588.4	674.5
<b>Financial indicators:</b>				
<i>Percent</i>				
Change during year in--				
Assets.....	9	16	15	NA
Debt.....	17	14	15	NA
Equity.....	7	16	15	NA
<b>Ratios:</b>				
<i>Ratio</i>				
Equity/assets.....	83	82	82	82
Debt/equity.....	20	22	22	22
Debt/assets, total.....	17	18	18	18
Debt/assets, real estate.....	12	12	12	12
Debt/assets, nonreal estate and CCC.....	33	36	35	34
Returns to operator/total debt.....	15	19	20	NA

NA = not available. <sup>1/</sup> Preliminary. <sup>2/</sup> See table 32. <sup>3/</sup> Excludes value of operator dwellings. <sup>4/</sup> Excludes horses, mules and broilers. <sup>5/</sup> Includes only farm share value for trucks and autos. <sup>6/</sup> All crops held on farms including crops under CCC and crops held off farms by farm operators. <sup>7/</sup> Excludes debt on operator dwellings. <sup>8/</sup> Excludes debt for nonfarm purposes. <sup>9/</sup> Nonrecourse Commodity Credit Corporation (CCC) loans secured by crops, and storage and drying facilities owned by farmers.

Table 3—Farm production transactions, 1977-79

Item	1977	1978	1979
Million dollars			
Gross receipts of farms.....	101,562	118,912	140,418
Farm marketings 1/.....	92,124	112,487	132,399
Crops.....	44,700	53,448	63,760
Livestock and products.....	47,425	59,038	68,639
Net inventory change 2/.....	4,610	174	2,874
Government payments.....	1,819	3,030	1,375
Other farm income 3/.....	1,728	1,874	2,323
Value of home consumption 4/.....	1,301	1,378	1,447
Nonfactor payments.....	67,640	74,994	88,048
Intermediate product expenses.....	50,877	56,961	67,923
Capital consumption 5/.....	13,114	14,312	16,181
Business taxes.....	3,650	3,721	3,943
Factor payments.....	33,942	43,948	52,370
Interest.....	7,943	9,566	12,284
Nonreal estate.....	3,971	4,902	6,576
Real estate.....	3,971	4,664	5,708
Wages to hired labor.....	7,038	7,289	8,327
Net rent to all landlords.....	4,606	5,508	6,037
Returns to operators.....	14,356	21,585	25,722
Total operator income.....	43,593	54,666	65,068
Farm sources 6/.....	18,197	25,825	30,706
Returns to operators.....	14,356	21,585	25,722
Imputed net rental value of operator dwellings.....	3,294	3,584	4,267
Net rent to operator landlords.....	548	656	717
Off-farm sources 7/.....	25,396	28,841	34,362
Percent			
Transactions indicators:			
Farm marketings/gross receipts.....	91	95	94
Intermediate product expenses/gross receipts.....	50	48	48
Factor payments/farm marketings.....	37	39	40
Index			
Farm production indexes:			
Output (1967=100).....	119	122	129
Inputs (1967=100).....	105	105	106
Output/input ratio.....	113	116	119
Farm price indexes:			
Prices received.....	183	210	241
Prices paid, interest, taxes and wages.....	202	219	250
Prices received/paid ratio.....	91	96	96

1/ Does not include Commodity Credit Corporation (CCC) loans. 2/ Includes CCC stocks at market value. 3/ Includes machine hire, custom work, recreation income and rental value of hired laborers' dwellings. 4/ Includes consumption by resident employees. 5/ Depreciation and accidental damage. 6/ Includes operators' families, corporations, and other farm operator institutions. 7/ Income of operator families only.

Table 4--Farm sector cash flow, 1977-79

Item	1977	1978	1979
	<u>Million dollars</u>		
<b>Cash transaction summary:</b>			
Cash sources.....	95,504	117,219	135,899
Farm marketings.....	92,124	112,467	132,399
Crops.....	44,700	53,448	63,760
Livestock and products.....	47,425	59,038	68,639
Government payments.....	1,819	3,030	1,375
Other farm cash receipts <u>1/</u> .....	1,561	1,702	2,125
Cash uses.....	73,550	82,466	97,854
Intermediate product expenses.....	50,877	56,961	67,923
Farm origin.....	23,992	27,497	33,088
Manufactured inputs.....	13,562	14,658	17,671
Other.....	13,323	14,807	17,164
Business taxes.....	3,650	3,721	3,945
Interest.....	7,943	9,300	12,284
Cash wages to hired labor <u>2/</u> .....	6,475	6,710	7,666
Net rent to all landlords.....	4,606	5,508	6,037
Cash income from farming <u>3/</u> .....	21,954	34,753	38,045
<b>Cash flow summary:</b>			
Cash income from farming <u>3/</u> .....	21,954	34,753	38,045
Change in loans outstanding <u>4/</u> .....	15,784	15,582	19,638
Real estate loans.....	6,584	6,532	10,370
Nonreal estate loans (excluding CCC).....	5,723	8,297	10,010
Commodity Credit Corporation.....	3,477	753	-742
Net change in farmers' currency and demand deposits.....	88	102	147
Net rent to all landlords.....	4,606	5,508	6,037
Less: Capital expenditures.....	16,756	17,942	19,869
Net cash flow <u>5/</u> .....	25,676	38,003	43,998

1/ Machine hire and custom work and recreational income. 2/ Wages from table 3 less perquisites. 3/ Cash available to farms for payment of asset purchases, loan retirement, and operator cash income. This income is supplemented by loans including CCC loans. 4/ From table 2. 5/ Change in cash available for operator income and real estate purchases.

Table 5--Estimate of returns to equity in farm assets, market value basis, 1977-79

Item	1977	1978	1979
<u>Million dollars</u>			
Income returns to farm assets and operators' labor and management <u>1/</u> .....	26,904	36,659	44,043
Less:			
Returns imputed to operators' labor <u>2/</u> .....	6,082	6,124	6,797
Management <u>3/</u> .....	3,873	4,562	5,348
Equals:			
Residual income to farm assets.....	16,949	25,973	31,898
Less:			
Interest on real estate debt <u>4/</u> .....	3,971	4,664	5,708
Interest on nonreal estate debt <u>4/</u> .....	3,971	4,902	6,576
Equals:			
Residual income to equity.....	9,006	16,406	19,614
Equity in farm assets (market basis) <u>5/</u> .....	470,818	505,735	588,390
Nominal capital gains.....	43,976	96,136	97,324
Real capital gains <u>6/</u> .....	12,006	48,848	15,418
<u>Percent</u>			
Return as a percentage of equity value:			
Residual income.....	1.9	3.2	3.3
Real capital gains.....	2.5	9.7	2.6
Total.....	4.4	12.9	5.9

1/ Returns to operators plus interest plus net rent to all landlords (table 1).  
 2/ Estimated by multiplying the total hours of labor required in U.S. agriculture times the average hourly cash wage only for farmwork minus the total value of hired labor in agriculture.  
 3/ Estimated to equal 5 percent of the value of the adjusted gross income (cash receipts in agriculture plus the value of Government payments minus the value of livestock and feed purchases) plus the net change in farm inventories.  
 4/ Excludes interest on operators' dwellings and other nonfarm purposes.  
 5/ Market value of farm assets minus liabilities.  
 6/ Nominal revaluation of production assets plus the gain or loss (in yearend dollars) resulting from a change in the purchasing power of the total funds invested or owed. The latter gain or loss is the January 1 current-dollar amount of each asset or liability multiplied by the annual (January-to-January) percentage change in the consumer price index (CPI).

Table 6--Farm production expenses, 1977-79

Item	1977	1978	1979
	Million dollars		
Intermediate products.....	50,877	56,961	67,923
Farm origin.....	23,992	27,497	33,088
Feed.....	14,054	14,329	17,004
Livestock.....	7,033	10,113	12,684
Seed.....	2,904	3,054	3,400
Manufactured inputs.....	13,562	14,658	17,671
Fertilizer and lime.....	6,142	6,193	6,692
Pesticides.....	2,009	2,429	3,057
Fuel and oil.....	4,356	4,647	6,281
Electricity.....	1,055	1,389	1,639
Other.....	13,323	14,807	17,164
Repair and operation.....	5,430	6,227	6,938
Machine hire, custom work, and contract labor.....	3,089	3,317	4,078
Marketing charges.....	1,468	1,460	1,767
Other.....	3,337	3,803	4,382
Interest.....	7,943	9,566	12,284
Real estate.....	3,971	4,664	5,708
Nonreal estate.....	3,971	4,902	6,576
Wages to hired labor <u>1/</u> .....	7,038	7,289	8,327
Net rent to all landlords.....	4,606	5,508	6,037
Capital consumption <u>2/</u> .....	13,114	14,312	16,181
Business taxes.....	3,650	3,721	3,943
Total production expenses.....	87,227	97,357	114,696

1/ Includes Social Security payments and perquisites.  
2/ Depreciation and accidental damage.



## ALL TYPES OF FARMS EXCLUDING HORTICULTURE, REGIONAL GROUPS

Table 7. Output, inputs, net farm income and average valuations per farm on full-time farms, 275-4,199 smd: 1974/75 and 1975/76

£'s per farm

	North Region		East Region		West Region		ENGLAND		Wales	
	1974/75	1975/76	1974/75	1975/76	1974/75	1975/76	1974/75	1975/76	1974/75	1975/76
No. of Farms	472	472	649	649	382	382	1,503	1,503	278	278
Average size of business: smd	981	966	1,161	1,113	1,038	984	1,064	1,023	734	730
Average size of farm: total hectares	97	98	101	102	75	76	90	91	91	92
<b>OUTPUT</b>										
<b>Crops</b>										
Wheat: enterprise output	1,925	1,569	7,247	5,603	1,553	1,378	3,614	2,883	103	46
(of which fed on farm current crop)	53	33	125	123	49	38	76	65	12	3
Barley: enterprise output	3,874	4,047	5,885	6,066	2,722	2,531	4,131	4,170	623	633
(of which fed on farm current crop)	1,000	1,148	909	950	614	620	823	881	302	294
Other cereals: enterprise output	411	355	451	411	355	334	403	366	133	114
(of which fed on farm current crop)	159	127	134	136	142	149	144	138	60	61
Total cereals: enterprise output	6,210	5,970	13,583	12,079	4,630	4,243	8,148	7,419	860	794
(of which fed on farm current crop)	1,212	1,307	1,168	1,208	804	806	1,043	1,085	374	364
Potatoes: enterprise output	1,176	3,239	1,449	3,617	591	1,122	1,030	2,571	164	439
Sugar beet: enterprise output	366	608	879	1,220	139	182	457	658	—	—
Total potatoes and sugar beet: enterprise output	1,542	3,847	2,328	4,837	731	1,304	1,506	3,229	164	439
Horticultural crops: enterprise output	313	324	823	828	172	130	435	424	9	18
Other crops: enterprise output	614	1,084	1,366	1,633	684	838	899	1,180	123	267
(of which fed on farm current crop)	4	3	19	6	5	4	9	4	—	—
Total crops: enterprise output	8,679	11,226	18,181	19,377	6,217	6,516	10,989	12,252	1,155	1,518
(of which fed on farm current crop)	1,218	1,311	1,189	1,214	809	811	1,054	1,089	380	376
<b>Livestock</b>										
Rearing and fattening cattle: enterprise output	4,305	6,869	3,093	5,473	3,976	6,640	3,765	6,303	2,818	4,694
(of which cattle subsidies)	737	608	362	422	509	588	522	537	862	666
Dairy cattle: enterprise output	142	742	92	600	208	767	150	703	258	748
Milk and milk products: enterprise output	6,074	7,917	4,722	5,673	9,690	12,290	6,972	8,793	5,011	6,538
(of which fed on farm)	49	62	10	11	100	119	55	66	95	125
Total dairy: enterprise output	6,216	8,659	4,814	6,272	9,898	13,057	7,121	9,496	5,270	7,287
Sheep and wool: enterprise output	1,632	2,364	634	764	1,085	1,405	1,083	1,453	2,369	3,236
(of which hill sheep subsidies)	239	300	—	—	29	39	78	99	500	553
Pigs: enterprise output	2,710	3,393	4,855	6,150	2,233	2,574	3,268	4,032	481	582
Poultry: enterprise output	484	401	1,264	1,420	93	71	605	627	113	157
Eggs: enterprise output	1,255	1,160	670	786	367	260	720	692	85	62
Total livestock: enterprise output	16,605	22,850	15,337	20,873	17,661	24,019	16,567	22,611	11,143	16,021
(of which total products fed on farm)	49	62	10	11	100	119	55	66	95	125
Miscellaneous revenue	378	483	660	861	363	457	469	603	138	154
<b>TOTAL FARM ENTERPRISE OUTPUT</b>	<b>25,662</b>	<b>34,559</b>	<b>34,098</b>	<b>41,111</b>	<b>24,242</b>	<b>30,992</b>	<b>28,026</b>	<b>35,467</b>	<b>12,436</b>	<b>17,693</b>
(of which total fed on farm current crop)	1,268	1,372	1,199	1,225	909	929	1,109	1,155	475	581
Adjustment for disposal of previous year's crops	44	90	222	270	254	151	184	175	19	29
<b>INPUTS</b>										
Labour (excluding farmer and spouse)	2,576	3,129	4,079	4,948	2,990	3,563	3,249	3,917	1,186	1,511
Feed — purchased	7,029	7,056	6,963	7,362	6,101	6,960	6,656	7,125	3,306	3,587
— home grown	1,575	1,794	1,979	2,027	1,506	1,556	1,688	1,785	721	717
Seed — purchased	542	675	1,136	1,439	491	589	727	905	145	211
— home grown	101	109	124	129	46	49	88	93	19	17
Fertilisers	1,268	1,829	1,936	2,728	1,506	2,080	1,587	2,232	735	1,101
Machinery (excluding depreciation)	1,461	1,806	2,499	3,044	1,622	1,984	1,879	2,299	775	984
Miscellaneous	1,830	2,464	2,759	3,481	2,093	2,610	2,248	2,868	1,008	1,277
Land and building costs	1,864	2,215	3,283	3,843	2,135	2,532	2,453	2,894	1,165	1,379
Depreciation	1,056	1,379	1,555	1,837	964	1,034	1,193	1,406	650	714
Total inputs (excluding farmer and spouse)	19,381	22,456	26,315	30,838	19,452	22,957	21,768	25,525	9,711	11,991
<b>NET FARM INCOME</b>	<b>6,404</b>	<b>12,193</b>	<b>8,805</b>	<b>10,543</b>	<b>5,043</b>	<b>8,186</b>	<b>6,441</b>	<b>10,117</b>	<b>2,744</b>	<b>5,817</b>
(of which valuation change — total [excl. machinery]	976	3,681	1,304	2,556	637	2,116	961	2,705	-156	1,279
— breeding livestock)	44	1,563	-34	692	-77	778	-28	968	-167	1,291
Labour income per farm at 5%	7,910	14,045	10,746	13,968	6,930	10,504	8,515	12,685	3,258	6,417
<b>AVERAGE VALUATIONS (including machinery)</b>	<b>21,430</b>	<b>25,531</b>	<b>26,775</b>	<b>30,477</b>	<b>22,872</b>	<b>24,917</b>	<b>23,509</b>	<b>26,999</b>	<b>13,445</b>	<b>14,615</b>

LIABILITIES AND ASSETS SURVEY, ENGLAND AND WALES

Table 84. Balance sheets for the beginning and end of 1975/76 accounting year for all types of farming (excluding horticulture) by type of tenure on farms 275-4,199 smd (average full-time)

£'s per farm

Type of Tenure	Tenanted			Owner Occupied			Farms with Mixed Tenure			All Types of Tenure	
	1975	1976	Change %	1975	1976	Change %	1975	1976	Change %	1975	1976
No. of Farms	281			245			221			747	
Average Size of Business smd	856			789			1,014			891	
Average Size of Farm hectares	81			69			60			80	
<b>ASSETS</b>											
<b>Fixed Assets</b>											
Land and buildings (of which valuation change)	1,571	1,948	24	61,825	63,920	3	53,992	55,878	3	41,589	43,112
Machinery and equipment	5,533	6,784	23	4,736	5,673	20	6,617	7,980	21	5,659	6,841
Breeding livestock (of which valuation change)	6,214	7,468	20	5,681	6,520	15	6,473	7,635	18	6,126	7,204
<b>Total fixed assets</b>	<b>13,318</b>	<b>16,200</b>	<b>22</b>	<b>72,242</b>	<b>76,113</b>	<b>5</b>	<b>67,082</b>	<b>71,493</b>	<b>7</b>	<b>53,374</b>	<b>57,159</b>
<b>Current Assets</b>											
Trading livestock	4,195	5,040	20	3,939	4,629	18	4,362	5,306	22	4,168	4,947
Crops	2,771	2,877	4	2,646	2,674	1	4,091	4,222	3	3,214	3,303
Consumable stores	1,784	2,356	32	1,222	1,619	32	2,221	2,899	31	1,752	2,303
Debtors	1,429	1,902	33	1,294	1,558	44	2,023	2,239	11	1,601	2,011
Cash at bank and in hand	1,430	1,658	15	1,079	1,368	27	1,404	1,869	33	1,302	1,616
<b>Total current assets</b>	<b>11,618</b>	<b>13,833</b>	<b>19</b>	<b>10,180</b>	<b>12,148</b>	<b>19</b>	<b>14,101</b>	<b>16,535</b>	<b>17</b>	<b>12,037</b>	<b>14,250</b>
<b>TOTAL ASSETS (a)</b>	<b>24,937</b>	<b>30,033</b>	<b>20</b>	<b>82,423</b>	<b>88,263</b>	<b>7</b>	<b>81,183</b>	<b>88,028</b>	<b>8</b>	<b>65,411</b>	<b>71,407</b>
<b>LIABILITIES</b>											
<b>Long and Medium Term Loans</b>											
Agricultural Mortgage Corporation	—	—	—	2,001	2,246	12	1,893	2,016	6	1,385	1,514
Building Societies	24	22	-8	47	45	-4	130	153	18	71	78
Other institutional	27	29	7	77	104	35	347	395	14	162	189
Bank loans	155	252	63	515	844	64	959	1,008	5	575	714
Loans from relatives	444	427	-4	1,530	1,775	16	1,204	1,283	7	1,097	1,206
Other	105	101	-4	508	488	-4	318	360	7	329	329
<b>Total long and medium term loans</b>	<b>755</b>	<b>831</b>	<b>10</b>	<b>4,677</b>	<b>5,503</b>	<b>18</b>	<b>4,871</b>	<b>5,215</b>	<b>7</b>	<b>3,619</b>	<b>4,051</b>
<b>Short Term Loans</b>											
Hire purchase	122	215	76	60	111	85	52	54	4	75	120
Creditors	1,837	2,017	10	1,356	1,687	24	1,853	2,030	10	1,677	1,908
Bank overdraft	1,991	2,006	1	2,852	2,855	—	3,455	3,126	-10	2,826	2,710
Other	43	28	-35	18	67	272	38	27	-29	32	41
<b>Total short term loans</b>	<b>3,992</b>	<b>4,265</b>	<b>7</b>	<b>4,285</b>	<b>4,721</b>	<b>10</b>	<b>5,399</b>	<b>5,236</b>	<b>-3</b>	<b>4,611</b>	<b>4,779</b>
<b>Net worth</b>	<b>20,190</b>	<b>24,937</b>	<b>24</b>	<b>73,462</b>	<b>78,040</b>	<b>6</b>	<b>70,914</b>	<b>77,576</b>	<b>9</b>	<b>57,182</b>	<b>62,576</b>
<b>TOTAL LIABILITIES</b>	<b>24,937</b>	<b>30,033</b>	<b>20</b>	<b>82,423</b>	<b>88,263</b>	<b>7</b>	<b>81,183</b>	<b>88,028</b>	<b>8</b>	<b>65,411</b>	<b>71,407</b>
<b>NET FARM INCOME 1975/76</b>		<b>9,318</b>			<b>7,604</b>			<b>10,409</b>		<b>65,411</b>	<b>71,407</b>
<b>RATIOS</b>											
Current assets as % of current liabilities	291	324		238	257		261	316		261	298
Liquid assets as % of current liabilities	72	83		55	68		63	78		63	76
Total assets as % of total liabilities (less net worth)	525	589		920	863		790	842		795	809
Long and medium term loans as % of net worth	4	3		6	7		7	7		6	6

(a) After subtracting depreciation, sales of assets and government grants.

**LIABILITIES AND ASSETS SURVEY, ENGLAND AND WALES**
**Table 91. Sources and disposition of funds during 1975/76 by type of tenure and type of farming on farms 275-4,199 smd (average full-time)**

Type of Tenure Type of Farming	TENANTED FARMS				OWNER-OCCUPIED FARMS				FARMS WITH MIXED TENURE			
	Dairy	Livestock	Cropping	All Types (a)	Dairy	Livestock	Cropping	All Types (a)	Dairy	Livestock	Cropping	All Types (a)
No. of Farms	134	73	51	281	102	75	54	245	83	52	63	221
Average Size of Business: smd	872	671	972	856	880	599	870	789	1,105	697	976	1,014
Average Size of Farm: hectares	53	122	112	81	49	90	98	69	68	110	102	90
<b>SOURCE OF FUNDS FOR NEW INVESTMENT</b>												
1. Sales of land	—	—	—	—	4.3	0.4	0.4	1.8	—	4.7	2.2	1.3
2. Sales of other fixed assets	11.1	10.6	20.5	14.3	6.4	9.1	10.2	8.8	8.5	9.6	13.1	9.8
3. Depreciation provisions	19.5	20.4	23.7	19.7	16.1	16.7	15.8	15.5	13.3	16.1	19.9	15.9
4. Farm earnings retained in business	43.0	29.7	34.5	41.2	35.2	26.0	30.9	31.4	36.4	32.5	52.7	44.3
5. Capital Funds introduced	15.2	27.1	14.4	16.5	21.5	32.8	14.0	19.9	32.0	23.4	16.4	22.7
6. Grants on fixed assets (b)	3.4	1.1	1.6	2.4	4.9	4.0	2.6	4.2	4.7	4.0	4.3	4.2
7. Increase in loans:												
(i) long and medium term	3.3	-0.6	-1.8	1.3	9.2	10.8	21.6	12.0	7.2	2.7	-2.4	3.8
(ii) short term	4.4	11.7	7.1	4.6	2.4	0.1	4.5	6.3	-2.0	7.0	-6.2	-1.8
<b>TOTAL</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
<b>DISPOSITION OF FUNDS BETWEEN ASSETS</b>												
8. New fixed assets at gross cost including grant												
(i) Land and buildings	12.2	7.2	4.2	9.0	43.7	31.6	30.7	35.0	43.7	30.1	23.1	32.6
(ii) Machinery, movable buildings and equipment	49.7	47.7	68.9	55.1	35.3	37.6	42.1	37.6	33.0	38.3	54.7	40.4
(iii) Breeding livestock	2.0	-2.1	-1.9	-1.7	0.1	-2.3	-0.4	-1.2	-2.5	0.5	-0.7	—
9. Net additions to current assets												
(i) Physical working assets	21.2	34.1	21.6	25.9	13.0	26.2	5.6	16.2	16.5	22.8	12.6	19.4
(ii) Liquid assets and debtors	14.8	13.2	7.2	11.8	8.0	7.0	22.0	12.4	9.2	8.2	10.3	7.5
<b>TOTAL</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
£s per farm	4,772	4,358	9,571	5,884	5,410	4,680	14,577	6,872	8,394	5,108	10,782	9,046
Fixed asset revaluation not included above (c)	1,755	1,055	79	1,353	2,028	299	-672	1,054	1,473	2,841	-3,698	610

(a) Includes Pigs and Poultry, Mixed, but excludes Horticulture.

(b) Such as Farm Capital Grant Scheme.

(c) Fixed asset revaluation is the change in the estimated market value of land, buildings and breeding livestock as reflected in the end-year balance sheets.



Statistcs Canada Library  
Bibliothèque Statistique Canada



1010013288



